

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 8 septembre au 9 octobre 2025

T.A. n° E25000119/38

Projet de règlement local de publicité intercommunal Grand Lac

Rapport du commissaire enquêteur Et Ses conclusions motivées

Bernard Audion

Commissaire enquêteur

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 8 septembre au 9 octobre 2025

T.A. n° E25000119/38

Projet de règlement local de publicité intercommunal Grand Lac

Rapport

Bernard Audion

Commissaire enquêteur

Rapport	2
1. Présentation générale.....	5
1.1. Présentation de la Communauté d'Agglomération Grand Lac	5
1.2. Objet de l'enquête publique	7
1.2.1. Caractéristiques majeures du projet	7
1.2.2. Projet de réglementation locale concernant les publicités et les préenseignes	8
1.2.3. Projet de réglementation locale concernant les enseignes	9
2. Le cadre juridique	10
2.1. Généralités	10
2.2. L'enquête publique	12
2.3. Les formalités préalables à l'enquête publique :	12
3. Organisation et déroulement de l'enquête publique.....	13
3.1. La composition du dossier	13
3.2. Entretien de concertation des services de la Communauté d'Agglomération	13
3.3. Information au public.....	14
3.3.1. Mesures de publicité	14
3.3.2. Modalité de consultation du dossier et des permanences	14
3.4. Déroulement de l'enquête et clôture des opérations	15
4.Consultations préalables, analyse des observations et réponses du responsable du projet	16
4.1 Consultations réglementaires préalables à l'enquête	16
4.1.1. Bilan de concertation	16
4.1.2. Avis des Personnes Publiques Associées et des autres consultations	17
4.2. Observations du public	20
4.2.1. Participation du public	20
4.2.2. Analyses des observations	21
4.3. Questions du commissaire enquêteur	33
4.3.1. Analyse des réponses de Grand Lac à toutes les observations et les avis ci-dessus	33
4.3.2. Suivi de la mise en place du RLPi	33

4.3.3. Echelle des plans de zonage	34
Conclusions motivées	37
A. Rappel de l'objet et du déroulement de l'enquête	38
A.1. Préambule	38
A.2. Rappel succinct de l'objet de l'enquête	38
A.3. Déroulement de l'enquête	38
A.4. Situation initiale et bilan de concertation	40
A.4.1. Situation initiale	40
A.4.2. Bilan de concertation	40
A.5. Analyse des observations et des avis	41
B. Motivation et formulation de l'avis	44
ANNEXE	46
Procès-Verbal de synthèse	46
1/Observations du public	49
Participation du public	49
Les observations classées par thème	50
Observations liées aux enseignes et pré enseignes (ENS)	50
Observations sur les dispositifs lumineux	52
Observations sur l'application du RLPi	53
Observations sur le mobilier urbain	54
Observations sur la publicité en général	57
Observations sur le règlement écrit	61
Observation sur le zonage	61
2/ Avis des Personnes Publiques Associées et des autres consultations	63
Les 28 communes composant Grand Lac	63
Avis des Personnes Publiques Associés	63
3/Questions du commissaire enquêteur	66
Analyse des réponses de Grand Lac à toutes les observations et les avis ci-dessus	66
Réponse Grand Lac	66

1. Présentation générale

1.1. Présentation de la Communauté d'Agglomération Grand Lac

La Communauté d'Agglomération Grand Lac compte 78 824 habitants et regroupe 28 communes.

Commune	Nombre d'habitants ¹⁰
Aix-les-Bains	31874
Bourdeau	579
Brisson-Saint-Innocent	2360
Chanaz	546
Chindrieux	1445
Conjux	212
Drumettaz-Clarafond	2992
Entrelacs	6329
Grésy-sur-Aix	4571
La Biolle	2896
La Chapelle-du-Mont-du-Chat	266
Le Bourget-du-Lac	4933
Méry	2135
Montcel	1064
Motz	451
Mouxy	2270
Ontex	99
Pugny-Chatenod	1023
Ruffieux	806
Saint-Offenge	1157
Saint-Ours	731
Saint-Pierre-de-Curtille	491
Serrières-en-Chautagne	1159
Tresserve	2945
Trévignin	834
Vions	416
Viviers-du-Lac	2271
Voglans	1969
TOTAL	78 824

Elle se situe dans le département de la Savoie dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Le relief, les forêts notamment dans le massif des Bauges, et l'eau avec la présence du Lac du Bourget, occupent une place majeure dans le paysage de la communauté d'agglomération.



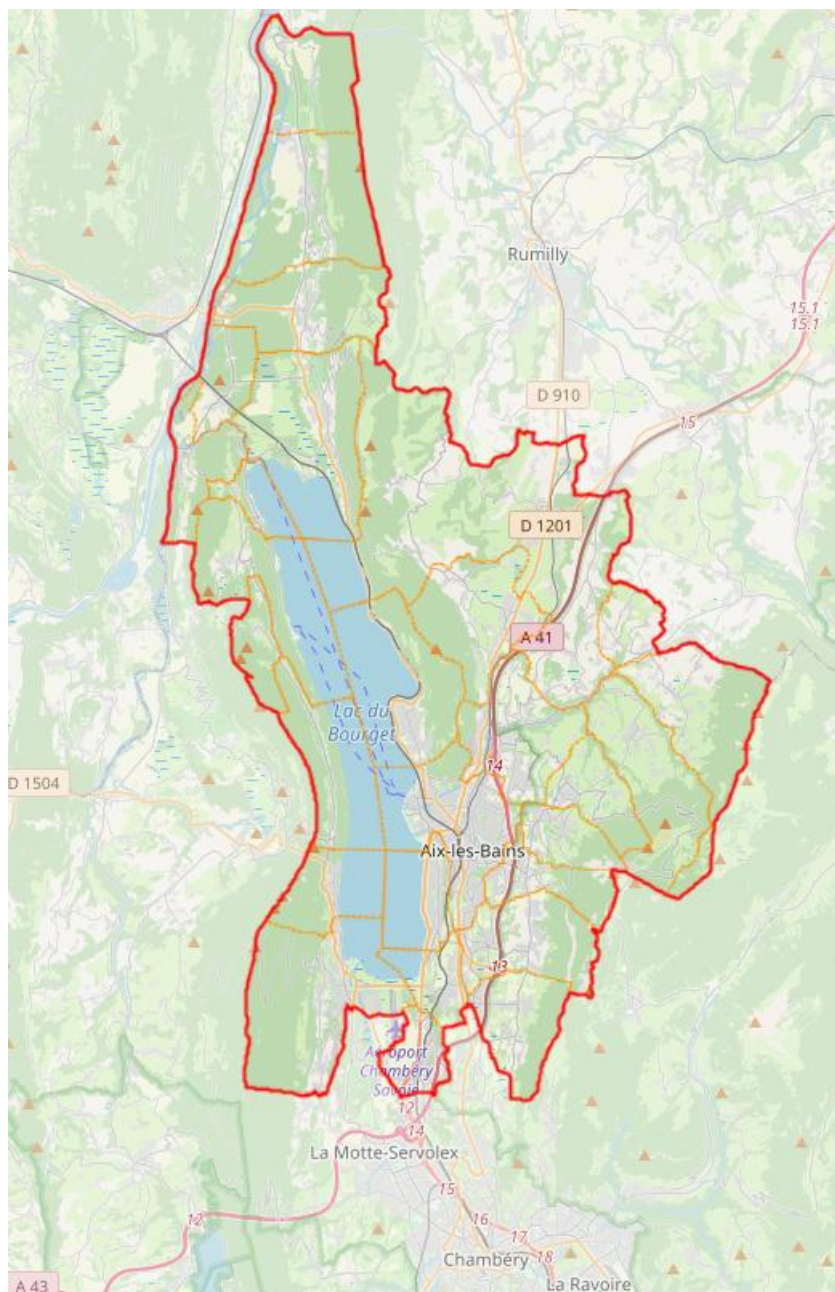
Lac du Bourget en direction du Nord, source : atlas des paysages de Savoie

Les activités de thermalisme ont notamment permis de développer une architecture de villégiature autour du lac et particulièrement à Aix-les-Bains avec de nombreux hôtels, les thermes ou encore le casino construits entre 1850 et 1930. Le patrimoine architectural présente une grande richesse et une importante diversité dans les villages de pieds de massif avec une architecture de pierre, des maisons de bourgs aux façades colorées, des maisons fortes, des châteaux, des chapelles et des moulins.

Les polarités urbaines fortes de Chambéry et Aix-les-Bains représentent un espace économique majeur de la Savoie. Le développement économique de la région a produit un paysage d'étalement urbain en fond de vallée avec un effet de fortes dynamiques de périurbanisation. C'est le cas notamment à Aix-les-Bains avec un fort développement entre Viviers-du-Lac et Grésy-sur-Aix. La zone de Technolac demeure une référence en matière d'aménagement.

L'ensemble paysager des Bauges est un massif de moyenne montagne à la fois agricole et forestier accueillant une grande diversité d'activités touristiques. C'est historiquement un massif d'élevages laitiers comportant plusieurs fromages AOP*. S'agissant de la communauté d'agglomération Grand Lac, les communes suivantes sont concernées par l'ensemble paysager des bauges : Saint-Ours, Saint-Offenge, Montcel, Trévignin, Pugny-Chatenod, Moux.

*AOP : Appellation d'Origine Protégée



1.2. Objet de l'enquête publique

La présente enquête publique concerne le projet de règlement local de publicité intercommunal de Grand Lac.

1.2.1. Caractéristiques majeures du projet

Les objectifs généraux sont les suivants :

Préserver et mettre en valeur l'environnement tout en préservant l'attractivité économique et commerciale sur l'ensemble du territoire ;

Harmoniser la publicité sur le territoire tout en prenant en compte les spécificités de chaque commune et réglementations spécifiques (PNR*, abords des monuments historiques et sites patrimoniaux remarquables, sites classés et inscrits, Natura 2000...) ;

1.2.2. Projet de réglementation locale concernant les publicités et les préenseignes

1.2.2.1 Situation initiale

Le rapport de présentation indique que l'inventaire de terrain a permis d'identifier 654 publicités et préenseignes sur Grand Lac. La répartition des dispositifs est la suivante :

Scellés/posés au sol : 372 dont 277 sont en infraction avec la RNP** (soit 74%) ;

Sur un mur ou une clôture : 150 dont 105 sont en infraction avec la RNP (soit 70%) ;

Supportés par le mobilier urbain : 131 presque exclusivement dans la commune d'Aix les bains ;

Grand Lac compte 39 publicités lumineuses (en dehors des publicités sur le mobilier urbain)

1.2.2.2. Projet de réglementation locale

En matière de publicités et préenseignes, quatre zones de publicité sont instituées sur le territoire intercommunal. Elles couvrent l'ensemble des agglomérations du territoire intercommunal. Les quatre zones de publicités se découpent de la manière suivante :

- La **zone de publicité n°1 (ZP1)** couvre l'ensemble des secteurs patrimoniaux et paysagers situés en agglomération. Elle se divise entre

➤ D'une part la **ZP1a** qui couvre les secteurs patrimoniaux et paysagers situés en agglomération et localisés en dehors de la commune d'Aix-les-Bains ;

➤ Et d'autre part la **ZP1b** qui couvre les secteurs patrimoniaux et paysagers situés en agglomération et localisés dans la commune d'Aix-les-Bains.

- La **zone de publicité n°2 (ZP2)** couvre l'ensemble des secteurs à dominante résidentielle situés en agglomération et en dehors des secteurs patrimoniaux et paysagers localisés en ZP1.

- La **zone de publicité n°3 (ZP3)** couvre les parties agglomérées des axes structurants du territoire situées dans l'unité urbaine de Chambéry.

* PNR : Parc Naturel Régional

** RNP : Règlementation Nationale de la Publicité

- La **zone de publicité n°4 (ZP4)** couvre les parties agglomérées des secteurs à dominante commerciale. Elle se divise en 3 sous-zones :

➤ La **ZP4a** qui concerne les zones commerciales situées dans l'unité urbaine de Chambéry (hors site inscrit) ;

➤ La **ZP4b** qui concerne les zones commerciales situées en dehors de l'unité urbaine de Chambéry (hors site inscrit) ;

➤ La **ZP4c** qui concerne les zones commerciales situées en site inscrit. A noter que les autres secteurs (zone blanche sur la carte) correspondent aux zones non agglomérées dans lesquelles les publicités et les préenseignes sont interdites en application de l'article L. 581-7 du code de l'environnement.

1.2.3. Projet de réglementation locale concernant les enseignes

1.2.3.1 Situation initiale

Un inventaire exhaustif des enseignes a été réalisé entre décembre 2023 et février 2024. Il a permis d'identifier près de 7000 enseignes sur Grand Lac.

Lors de l'inventaire de terrain, cinq catégories d'enseignes ont été identifiées avec la répartition suivante

76% d'enseignes parallèles au mur dont 95% sont conformes à la RNP ;

7% d'enseignes perpendiculaires au mur ;

13% d'enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol ;

4% d'enseignes sur clôture ;

1% d'enseignes sur toiture ou terrasse en tenant lieu.

La plupart des enseignes présentes au sein de la communauté d'agglomération sont en bon état.

Les enseignes sont principalement localisées dans les zones d'activités ainsi que dans le centre-ville d'Aix-les-Bains et dans les centres-villes et centres-bourgs des communes.

1.2.3.2 Projet de réglementation locale

Les objectifs principaux sont de respecter les éléments de façade, de limiter le nombre et le format des enseignes scellées au sol et enfin de restreindre l'installation d'enseignes en toiture en dehors des zones d'activités.

En matière d'enseignes, les règles retenues concernent, sauf mention contraire, l'ensemble du territoire intercommunal, y compris hors agglomération. Le but est d'harmoniser au maximum les règles afin de garantir un cadre de vie de qualité pour tous et veiller à une bonne insertion architecturale et paysagère des enseignes.

2. Le cadre juridique

2.1. Généralités

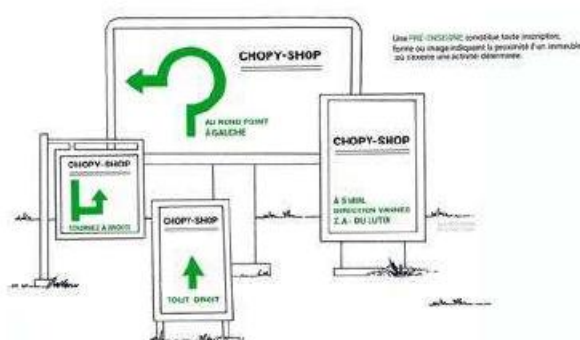
La loi définit :

- La publicité comme « toute inscription, forme ou image (à l'exception des enseignes et pré enseignes) destinée à informer le public ou attirer son attention ». (art. L. 581-3, a du Code de l'Environnement)

-



- Les pré enseignes comme « toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée ». (art. L.581-3, c du CE)



- Les enseignes comme « toute inscription, forme ou image apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce ». (art. L.581-3, b du CE)



La réglementation nationale interdit la publicité en dehors des parties agglomérées, sur les arbres, ainsi que sur de multiples supports (plantations, poteaux de transports et de distribution électrique, poteaux de télécommunication, installations d'éclairage public, équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale ou aérienne, murs de bâtiments non aveugles, clôtures non aveugles, murs de cimetières et de jardins publics). (art. L.581-7 L. 581-4, I, 4° R.581-22 L.581-8, I)

La réglementation nationale interdit les pré enseignes en dehors de l'agglomération. Seules des pré enseignes « dérogatoires » au profit d'activités culturelles, d'activités en relation avec la fabrication ou la vente de produits du terroir par des entreprises locales, de monuments historiques ouverts à la visite ou de pré enseignes « temporaires » peuvent être installées (art. L. 581-19) selon des conditions spécifiques.

L'« agglomération » - prise au sens du code de la route - (art. R. 110-2) : « espace sur lequel sont groupés des immeubles bâtis rapprochés, et dont l'entrée et la sortie sont signalées par des panneaux placés à cet effet le long de la route qui le traverse ou qui le borde » - est une notion fondamentale du droit environnemental de l'affichage.

Les agglomérations se déterminent commune par commune conformément à la réglementation nationale. On note que seule l'agglomération d'Aix-les-Bains compte plus de 10 000 habitants.

La réglementation nationale relative à la publicité, aux enseignes et pré enseignes a été profondément modifiée par la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 et ses décrets d'application (30 janvier 2012, 1er août 2012 et 9 juillet 2013 notamment).

Le règlement local de publicité constitue un document réglementaire qui adapte la réglementation nationale de la publicité, des enseignes et des pré enseignes définie par les articles L. 581-8 à L. 581-10, L. 581-18 et R. 581-23 à R. 581-47, R. 581-53 à R. 581-56 et R. 581-58 à R. 581-65 du code de l'environnement. **Les règles locales tendent à restreindre les possibilités d'installer des publicités, pré**

enseignes et enseignes telles qu'elles résultent de la réglementation nationale (art. L. 581-14 et L. 581-18 du CE). Elles permettent aussi de déroger à certaines interdictions légales de publicité en agglomération (art. L. 581-8 c).

Le règlement local de publicité doit aussi respecter les législations et réglementations suivantes : la sécurité routière (art. R. 418-2 à R. 418-7 du code de la route) et l'occupation domaniale (art. L. 113-2 du code de la voirie routière, art. L. 2122-1 à L. 2122-3 du code général de la propriété des personnes publiques).

2.2. L'enquête publique

L'enquête publique dont fait l'objet le projet de RLPi est régie par les dispositions du code de l'urbanisme (en particulier les articles L. 153-19, R. 153-8) qui renvoient elles-mêmes vers les dispositions du chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement.

A l'issue de l'enquête, le projet d'élaboration du RLPi de Grand Lac pourra éventuellement être modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations et propositions du public, du rapport et des conclusions du Commissaire enquêteur. Il sera soumis à délibération du Conseil communautaire du Grand Lac en vue de son approbation.

Lorsque le RLPi aura été approuvé, la mise en conformité des publicités et pré enseignes existantes devra se faire dans le délai de deux ans. Pour les enseignes, ce délai maximal est de six ans.

A partir du 1er janvier 2024, en vertu de la loi Climat et Résilience, le pouvoir de police concernant l'application et le respect du règlement de publicité, initialement détenu par le préfet de département, est désormais transféré, soit au président de l'EPCI, soit aux maires des communes membre de cet EPCI. C'est cette dernière option qui a été retenue dans ce projet.

2.3. Les formalités préalables à l'enquête publique :

- La délibération du conseil communautaire n° 20/2019 du 21 février 2019, prescrivant l'élaboration du R.L.P.i., définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de l'intégralité du territoire du Grand Lac ;
- La délibération du conseil communautaire n°35/2024 du 12 novembre 2024 « débat sur les orientations de l'élaboration du R.L.P.i. Grand Lac » ;
- La délibération du conseil communautaire n°18/2025 du 25 mars 2025 « bilan de concertation et arrêt du projet de l'élaboration du R.L.P.i. Grand Lac » ;
- La décision n°25000119/38 du 4 juin 2025 de Monsieur le Président du tribunal administratif de Grenoble désignant Monsieur Bernard Audion en qualité de commissaire enquêteur et Madame Alexandra VALETON en qualité de commissaire enquêtrice suppléante ;

3. Organisation et déroulement de l'enquête publique

3.1. La composition du dossier

Le dossier, mis à la disposition du public lors de l'enquête publique était constitué des documents suivants :

- 1 Tome 1 Rapport de présentation ;
- 2 Tome 2.1 Règlement ;
- 3 Tome 2.2 Zonage (28 plans de zonage de chacune des 28 communes au **format A 0** et 1 plan de zonage de l'ensemble de Grand Lac au format A 0)
- 4 Tome 3 Annexes
 - Partie 1 : Arrêtés fixant les limites d'agglomération
 - Partie 2 : Plans de zonage du Règlement Local de Publicité intercommunal (format A3)
 - Partie 3 : Abords des monuments historiques et sites patrimoniaux remarquables
- 5 Dossier administratif
 - Partie 1 Note de présentation
 - Partie 2 : Insertion de l'enquête publique dans la procédure d'élaboration du RLPI
 - Partie 3 : Engagement de la procédure
 - Partie 4 : Arrêt du RLPI et bilan de la concertation
 - Partie 5 : Prescription de l'enquête publique
 - Partie 6 : Avis des personnes publiques associées
 - Partie 7 : Textes réglementaires

3.2. Entretien de concertation des services de la Communauté d'Agglomération

- Le 17 juin 2025, j'ai été reçu à la Communauté d'Agglomération Grand Lac par madame De Bouclans Ombeline, chargée de mission urbanisme et madame Allanioux Nadine, chargée de procédure. Elles m'ont transmis l'ensemble du dossier et m'ont présenté en détail le projet. Nous avons validé les dates de l'enquête publique ainsi que les heures et les lieux de mes permanences afin qu'elles permettent au public de s'y rendre ;
- En juillet et en août, madame De Bouclans a été très disponible téléphoniquement pour répondre à toutes mes questions concernant ce projet ;

3.3. Information au public

3.3.1. Mesures de publicité

- Les avis au public sont situés aux lieux accoutumés des Hôtels de Ville des 28 communes et du siège de Grand Lac ;
- Insertion Presse : Les quatre publications réglementaires (Art. 123-11 du code de l'environnement) ont été faites dans la rubrique des annonces légales des journaux suivants :
Le Dauphiné Libéré le 21 août 2025 et le 11 septembre 2025 ;
L'Essor Savoyard le 21 août 2025 et le 11 septembre 2025 ;

3.3.2. Modalité de consultation du dossier et des permanences

Le dossier de l'enquête publique a été consultable dans les conditions suivantes :

- Un dossier papier, ainsi qu'un poste informatique mis à la disposition du public gratuitement aux heures d'ouverture habituelles
Au siège du Grand Lac, 1500 bd Lepic 73100 Aix-les-Bains
Au relais Grand Lac de Ruffieux, 1728 rue de Jérusalem 73410 Ruffieux
Au relais Grand Lac d'Entrelacs, 60 rue Joseph Michaud 73410 Entrelacs
Dans la mairie du Bourget-du Lac, 7 rue des écoles 73370 Le Bourget-du-Lac
- Sur le site internet : <https://www.grand-lac.fr> ;
- Sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/6403> ;

Je me suis tenu à la disposition du public lors **des permanences** aux lieux et horaires suivants :

Au siège du Grand Lac, 1500 bd Lepic 73100 Aix-les-Bains

Lundi 8 septembre de 14H00 à 17H00

Mardi 30 septembre de 9H00 à 12H00

Jeudi 9 octobre de 9H00 à 12H00

Au relais Grand Lac de Ruffieux, 1728 rue de Jérusalem 73410 Ruffieux

Lundi 15 septembre de 13H30 à 16H30

Mardi 3 octobre de 8H30 à 12H30

Au relais Grand Lac d'Entrelacs, 60 rue Joseph Michaud 73410 Entrelacs

Mercredi 10 septembre de 9H00 à 12H00

Jeudi 18 septembre de 13H30 à 16H30

Dans la mairie du Bourget-du Lac, 7 rue des écoles 73370 Le Bourget-du-Lac

Vendredi 12 septembre de 9H00 à 12H00

Mercredi 1 octobre de 14H00 à 17H00

Mardi 7 octobre de 9H à 12H00

Les observations du public pouvaient, pendant la durée de l'enquête, être :

- Consignées dans le registre d'enquête prévu à cet effet aux lieux mentionnés ci-avant ;
- Exprimées oralement auprès du Commissaire enquêteur au cours des permanences mentionnées ci-avant ;
- Adressées par courrier postal à l'adresse suivante : Grand Lac Projet d'élaboration du RLPi Grand Lac, Commissaire enquêteur 1500 boulevard Lepic CS 20606 73106 Aix-les-Bains cedex ;
- Adressées par messagerie électronique à l'adresse suivante : enquete-publique-6403@registre-dematerialise.fr;
- Consignées dans le registre dématérialisé sur le site internet : <https://www.registre-dematerialise.fr/6403> ;

3.4. Déroulement de l'enquête et clôture des opérations

Aucun incident ne s'est produit au cours de cette enquête. Enfin, à l'expiration du délai d'enquête, les registres ont été clos et signés par mes soins.

J'estime, sous les réserves habituelles, que l'ensemble des règles de forme prévu par les textes régissant l'enquête publique a été respecté.

- Le 4 septembre 2025, j'ai paraphé les registres et les dossiers à la disposition du public. J'ai par ailleurs validé le registre dématérialisé ;
- Le 13 octobre 2025, j'ai remis le PV de synthèse à Monsieur Thibault Guigue, Vice-Président de Grand Lac en charge de l'Urbanisme, de l'Habitat, du Logement Social et de la Politique de la ville, en présence de Madame Sandrine Antunes, Responsable adjointe service urbanisme planification, et de Madame Ombeline De Bouclans, Chargée de mission urbanisme ;
- Le 16 octobre, j'ai reçu le mémoire en réponse de Grand Lac ;
- Le 7 novembre 2025, j'ai remis mon rapport et mes conclusions motivées à Madame Ombeline De Bouclans, Chargée de mission urbanisme de Grand lac;

4.Consultations préalables, analyse des observations et réponses du responsable du projet

4.1 Consultations réglementaires préalables à l'enquête

4.1.1. Bilan de concertation

Conformément à l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement, le Règlement Local de Publicité Intercommunal est soumis à l'application des modalités de la concertation, prévues dans les articles L.103-2 à L.103-6 du Code l'Urbanisme.

Les orientations générales du RLPi ont été débattues lors du conseil communautaire du 21 février 2024. Ces mêmes orientations ont également été débattues dans 23 communes et ont réputé avoir été tenu dans les 5 autres communes suivant l'article L.153-12 du Code de l'urbanisme.

La concertation s'est déroulée du 3 avril au 25 février 2025. Pendant cette période il a été organisé :

- 3 réunions à destination du public, des personnes publiques associées et des personnes publiques concernées (associations, professionnels) ;
- 1 Webinaires et une réunion d'échanges avec l'atelier citoyen du Grand Lac,
- 1 article dans le magazine intercommunal du Grand Lac ;
- 7 publications dans la presse locale et sur les réseaux sociaux ;
- 1 page dédiée, alimenté et actualisée sur le site internet de Grand Lac ;
- 23 contributions écrites reçues et analysées (personnes publiques associées, professionnels, associations, habitants)

Toutes les contributions ont fait l'objet d'une analyse et certaines ont été retenues.

La concertation a ainsi fait évoluer l'avant-projet qui avait été envisagé par les élus notamment sur les points suivants :

Publicités et préenseignes

- Les bâches de chantier supportant de la publicité à Aix-les-Bains seront limitées à 10,5 mètres carrés (*demande d'associations environnementales*) ;
- la publicité supportée par le mobilier urbain pourra atteindre 8 mètres carrés en ZP3 à Aix-les-Bains (*demande d'une société d'affichage puis de la commune d'Aix-les- Bains dans le cadre de la collaboration avec les communes*) ;
- la zone d'activité de la Biolle sera intégrée en ZP4b (zones commerciales hors unité urbaine de Chambéry) (*demande de la commune de la Biolle dans le cadre de la collaboration avec les communes*).

Enseignes

- Une ZP4c (zone commerciale en site inscrit) sera créée afin de répondre aux besoins en matière d'enseignes numériques du supermarché situé à Viviers-du-Lac afin qu'il bénéficie des mêmes règles que les autres supermarchés situés en ZP4a et ZP4b (*demande de la commune de Viviers-du-Lac dans le cadre de la collaboration avec les communes*).

4.1.2. Avis des Personnes Publiques Associées et des autres consultations

4.1.2.1. Les 28 communes membres de Grand Lac

En application des articles L.581-14-1 du code l'environnement et R.153-5 du code de l'urbanisme, le projet arrêté du RLPi a été soumis aux 28 communes de Grand Lac le 3 avril 2025, afin que les conseils municipaux puissent rendre un avis sur ce projet dans un délais de 3 mois. Sans réponse au-delà de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Les 11 communes suivantes ont donné un avis favorable sans observation particulière : **Aix les bains, Chindrieux, Drumettaz-Clarafond, Entrelacs, La Chapelle du Mont du Chat, Méry, Mouxy, Pugny Chatenod, Serrières en Chautagne, Trévignin, Viviers du Lac, Voglans.**

Le conseil municipal de la **commune de Bourdeau** émet un avis favorable et recommande d'intégrer au projet de RLPi Grand Lac une considération architecturale et d'intégration, à apprécier lors de chaque instruction urbanistique. Cet avis s'appuie sur l'enseigne du restaurant étoilé Lamartine non conforme en l'état du projet alors que « l'aspect visuel et architectural de l'enseigne est bien intégré à la vue et à la richesse des lieux. »

Réponse Grand Lac :

Le RLPi définit un cadre commun limitant au maximum l'interprétation. C'est pour cette raison que les règles envisagées sont les plus simples possibles afin de faciliter l'application. Il n'est pas possible d'instaurer des exceptions en fonction du contexte. Toutefois, l'examen détaillé d'une situation particulière permet bien souvent de trouver des alternatives conformes lors du renouvellement des enseignes d'une activité.

Analyse du commissaire enquêteur : La recommandation de la commune de Bourdeau est importante. La réponse de Grand Lac a le mérite d'être consensuelle mais n'apporte pas de réponse précise. Je recommande qu'une réflexion soit engagée pour analyser sur l'ensemble du territoire de Grand Lac, toutes les situations analogues au cas décrit sur la commune de Bourdeau. Il sera alors

|| peut être possible d'intégrer dans le RLPi « une considération architecturale et d'intégration, à apprécier lors de chaque instruction urbanistique. »

4.1.2.2. Personnes Publiques associées

Le projet de règlement local de publicité a été transmis, aux personnes publiques associées à son élaboration par des courriels en date du 4 avril 2025, à défaut de réponse dans un délai de trois mois après la transmission du projet de RLPi, leur avis est réputé favorable.

Liste des personnes publiques associées notifiées :

- ✓ METROPOLE SAVOIE
- ✓ - SNCF IMMOBILIER
- ✓ - INAO
- ✓ - PARC NATUREL RÉGIONAL (PNR) DES BAUGES
- ✓ - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA SAVOIE
- ✓ - CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SAVOIE
- ✓ - CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE D'AGRICULTURE SAVOIE MONT-BLANC
- ✓ - CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT
- ✓ - PREFECTURE DE LA SAVOIE
- ✓ - CONSEIL REGIONAL AUVERGNE RHÔNE-ALPES
- ✓ - COMITE NATIONAL DE LA CONCHYLICULTURE
- ✓ - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA SAVOIE
- ✓ - DREAL AUVERGNE RHONE ALPES
- ✓ UDAP
- ✓ - CNPF
- ✓ - CDNPS
- ✓ - GRAND LAC en sa qualité d'autorité organisatrice de la mobilité
- ✓ - GRAND LAC en sa qualité d'autorité en charge du Programme Local de l'Habitat
- ✓ - ATELIER CITOYEN

Parc Naturel Régional du Massif des Bauges (PNRMB) émet un avis favorable, le 6 juin 2025 car il estime que le RLPi Grand Lac est cohérent, exigeant et conforme à la charte. Cet avis est assorti des réserves suivantes :

La charte graphique relative aux préenseignes dérogatoires pour les produits du terroir figurant dans la charte PNR pourrait être annexée au RLPi.

Le RLPi ne prévoit pas la limitation de l'intensité de luminescence (inférieur à 100cd/m²), pourtant recommandée dans la charte du PNR.

A l'intérieur des vitrines la charte du PNR prévoit une limitation à 1 m², or le projet de RLPi indique une limitation à 2m² cumulés pour les activités multiples. Cette notion de cumul n'est pas très claire.

Réponse Grand Lac :

Un renvoi aux chartes existantes du PNR sera fait dans le règlement du RLPi.

Le RLPi n'a pas retenu la limitation de l'intensité lumineuse de luminescence en raison de l'absence d'arrêté prescrivant les seuils maximaux autorisés et en raison de la complexité de la vérification sur le terrain. Les élus ont préféré définir une plage d'extinction nocturne permettant de facilement contrôler sur le terrain le respect du paysage nocturne.

Les dispositifs numériques à l'intérieur des vitrines pourront être limités à 1 mètre carré de surface cumulée dans les communes du PNR et à 2 mètres carrés dans les autres communes.

Analyse du commissaire enquêteur : Je note avec satisfaction « qu'un renvoi aux chartes existantes du PNR sera fait dans le règlement du RLPi. » Concernant les 2 autres avis, les réponses de Grand Lac sont précises et suffisamment argumentées. Je n'ai donc pas de commentaires supplémentaires à apporter.

Le Conseil Départemental de Savoie émet un avis favorable le 17 avril 2025. Cet avis est assorti des réserves suivantes :

Pour les publicités et préenseignes, sur les zones ZP3 et ZP4, un avis du gestionnaire devra être sollicité pour valider un dispositif fixé ou posé sur le sol, afin de vérifier que cela ne compromet pas la sécurité des usagers de la voirie.

Réponse Grand Lac :

Conformément au code de l'environnement, toute demande d'installation nécessite l'autorisation écrite du propriétaire (public ou privé). Le Département sera sollicité par les entreprises qui souhaiteraient s'implanter sur son domaine et elles ne pourront le faire qu'en cas d'accord de celui-ci.

Analyse du commissaire enquêteur : Je note avec satisfaction la prise en compte de la réserve du Conseil Départemental de Savoie.

La Métropole Savoie émet un avis favorable le 5 septembre 2025. Elle demande que la zone d'activité des Sources déjà aménagée, située sur les communes de Grésy-sur-Aix et d'Aix-les-Bains, soit intégrée au zonage ZP4a.

Réponse Grand Lac

La zone des Sources n'a pas été placée en ZP4a car elle présente plutôt une dimension artisanale contrairement aux autres zones de la ZP4a qui présente un caractère commercial.

Analyse du commissaire enquêteur : : Cette réponse me semble précise et suffisamment argumentée. Je n'ai donc pas de commentaires supplémentaires à apporter.

Les services suivants ont donné un avis favorable :

- **Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites**, le 20 mai 25
- **Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Savoie et Haute-Savoie**, le 23 avril 25

4.2. Observations du public

4.2.1. Participation du public

J'ai tenu 10 permanences réparties sur les 5 lieux suivants : Le siège de la Communauté d'Agglomération Grand Lac, les relais Grand Lac de Ruffieux et d'Entrelacs et enfin la Mairie du Bourget du Lac.

J'ai reçu 2 personnes ou groupes de personnes ;

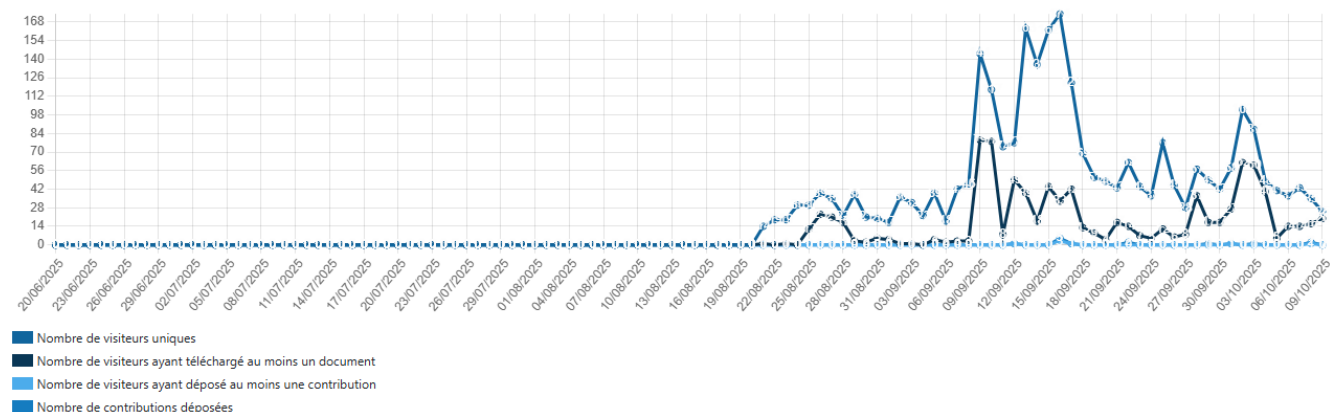
Les registres papier mis à la disposition du public contiennent 2 contributions ;

1 courrier m'a été transmis par voie postale ;

Le registre dématérialisé a fait l'objet de 2836 visites et 1106 téléchargements de documents. ;

Il a été déposé sur ce registre 15 contributions ;

Fréquentation du Registre dématérialisé :



4.2.2. Analyses des observations

4.2.2.1. Les observations classées par thème

Pour une meilleure analyse, j'ai classé les observations du public en fonction des thèmes avec la répartition suivante :

Observations

ENS : Enseignes et pré enseignes	7
LUM : Dispositifs lumineux	8
POL : Application du RLPi par la force de police	3
MOB : Mobilier urbain	13
PUB : La publicité en général	13
REG : Règlement écrit	1
ZON : Zonage du RLPi	7

Une contribution peut apparaître dans plusieurs thèmes et donc générer ainsi différentes observations. L'ensemble de ces contributions représente un total de **52 observations**.

Concernant les contributions n°13 et 14 de l'Union de la Publicité Extérieure (UPE) et de JC DECAUX, je les mets en annexe du P.V. de synthèse, en complément des résumés que j'en ai fait, pour une complète compréhension de ces observations.

4.2.2.2. Observations liées aux enseignes et pré enseignes (ENS)

Contribution n°1 du 12 septembre Registre dématérialisé M. CORMETTI Didier à Chanaz

Développer des pré enseignes sur des supports rappelant l'histoire des lieux, sur les axes passants pour les artisans et commerçants situés dans les ruelles.

Réponse Grand Lac :

Le contenu des préenseignes ne peut être réglementé par le RLPi qui s'intéresse uniquement au « contenant ». Une charte peut être définie pour orienter les commerçants vers de bonnes pratiques en lien avec un caractère historique. Cette charte existe à Chanaz et peut être consultée auprès de la commune.

Analyse du commissaire enquêteur : Cette réponse apporte une information sur la forme des préenseignes. Mais elle n'apporte pas de réponse à l'existence des préenseignes sur les axes passants pour les artisans et les commerçants situés dans les ruelles.

Contribution n°10 du 29 septembre du Registre dématérialisé. Les associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie, Résistance à l'Agression Publicitaire.

- *Limiter à 6 m² pour chaque façade supérieure à 50 m².*
- *Limiter à 4 m² pour chaque façade inférieure à 50 m².*
- *Eteindre les enseignes lumineuses dès la fermeture de l'établissement à défaut 1h avant et après la fermeture.*
- *Interdire les enseignes scellées au sol.*
- *Interdire les enseignes sur toiture également en ZP4, à défaut les limiter à 8 m².*
- *Interdire les enseignes numériques et celles placées à l'intérieur des vitrines.*

Réponse Grand Lac :

L'ensemble de ces demandes avaient déjà été formulées dans le cadre de la phase de concertation préalable avant l'arrêt de projet et avaient fait l'objet d'une analyse détaillée.

Les limitations de surface proposées par les associations n'ont pas été retenues par les élus de Grand Lac car elles ne sont pas contextualisées. Il est apparu plus adapté de conserver la règle nationale qui fixe une limitation de surface proportionnelle à la taille de la façade.

Les enseignes lumineuses font l'objet d'une plage d'extinction nocturne (23h-6h) permettant de limiter la pollution lumineuse et d'harmoniser les plages d'extinction sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble des dispositifs. Il n'est pas envisagé de modifier cette plage fixe par une plage « flottante » ce qui complexifierait l'application du RLPi. Les enseignes numériques, en tant que sous-catégorie des enseignes lumineuses, sont également soumises à cette règle d'extinction. Elles ne peuvent être interdites à l'intérieur des vitrines (la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets précise que les règles sur ces dispositifs ne peuvent porter que sur les « horaires d'extinction, de surface, de consommation énergétique et de prévention des nuisances lumineuses »).

L'interdiction des enseignes scellées au sol n'est pas adaptée au contexte territorial notamment en matière de visibilité des entreprises situées en recul de la voie publique, ce qui est le cas de nombreuses d'entre-elles en zones commerciales. Le RLPi propose néanmoins une avancée en encadrant plus

fortement ce type de dispositifs, en particulier en réglementant les enseignes de moins de 1 m². Par ailleurs, ce mode de signalisation concerne plus de 900 dispositifs existants aujourd'hui, l'objectif de ce premier RLPi reste de pouvoir veiller à sa bonne application.

Les enseignes sur toiture sont interdites dans l'ensemble des zones, à l'exception des quelques zones commerciales situées en ZP4. L'interdiction des enseignes sur toiture (ou la limitation proposée) ne paraît pas adaptée aux besoins des entreprises en zones commerciales.

Analyse du commissaire enquêteur : Ces réponses me semblent précises. Elles résultent par ailleurs de choix politiques suffisamment argumentés. Je n'ai donc pas de commentaires supplémentaires à apporter.

4.2.2.3. Observations sur les dispositifs lumineux

Contribution n°2 du 16 septembre Registre dématérialisé. Anonyme

Limiter l'illumination des enseignes à 1h après fermeture et interdire les écrans visibles d'une route/voie

Contribution n°6 du 16 septembre Registre dématérialisé. Anonyme

« Stop aux enseignes lumineuses éclairées entre 20h et 8h. Stop aux vitrines éclairées aux heures de fermeture des magasins ».

Contribution n°7 du 17 septembre Registre dématérialisé. Anonyme

« Eteindre les enseignes lumineuses entre 23h et 5h, comme les éclairages publics. »

Contribution n°10 du 29 septembre du Registre dématérialisé. Les associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie, Résistance à l'Agression Publicitaire.

- *Imposer l'extinction de tous les dispositifs lumineux de 22h à 7h.*
- *Imposer des dispositifs qui limitent au maximum la pollution lumineuse dans l'esprit de l'arrêté de 2018 relatif à la réduction des nuisances lumineuses.*
- *Interdire la publicité et les enseignes numériques sur l'ensemble du territoire.*

Contribution n°11 du 1 octobre du Registre dématérialisé. Mme CARNEVALE Patricia

- *Limiter au maximum des dispositifs lumineux et proscrire les numériques.*
- *Imposer l'extinction nocturne de tous les dispositifs de 20h à 7h*

Réponse Grand Lac :

Les dispositions générales applicables aux publicités, enseignes et préenseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial prévoient, pour les activités démarrant ou cessant entre 22 heures et 7 heures du matin, une extinction au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement.

Les enseignes lumineuses font l'objet d'une plage d'extinction nocturne (23 heures et 6 heures) permettant de limiter la pollution lumineuse. Cette plage a été arbitrée par l'ensemble des communes de Grand Lac lors de la concertation préalable et il n'est pas prévue de la revoir à l'issue de l'enquête publique. Cette plage constitue un compromis entre toutes les propositions formulées et les aspirations des communes en la matière pour répondre à l'objectif d'harmoniser cette plage d'extinction nocturne sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble des dispositifs (publicités, préenseignes, enseignes y compris à l'intérieur des vitrines).

Les enseignes numériques en tant que sous-catégorie des enseignes lumineuses sont également soumises à cette règle d'extinction. Elles ne peuvent être interdites à l'intérieur des vitrines (la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets précise que les règles sur ces dispositifs ne peuvent porter que sur les « horaires d'extinction, de surface, de consommation énergétique et de prévention des nuisances lumineuses »). Leur surface est cependant limitée à 2m² cumulée.

Les interdictions totales des dispositifs numériques commencent à être annulées par le juge administratif. Dernière en date, l'annulation des dispositions en la matière dans le RLPi de la Métropole de Lyon (Tribunal administratif de Lyon, 4ème chambre, 3 juin 2025, n° 2311196). Aussi, les élus de Grand Lac ont fait le choix d'une proposition équilibrée du point de vue de la préservation du cadre de vie en interdisant les enseignes numériques sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones commerciales en ZP4, et en limitant leur surface dans ces zones.

Analyse du commissaire enquêteur : Ces réponses me semblent précises et suffisamment argumentées. Je n'ai donc pas de commentaires supplémentaires à apporter.

4.2.2.4. Observations sur l'application du RLPi

Contribution n°3 du 16 septembre Registre dématérialisé. M. HERRY Alain

« Une application stricte des textes législatifs et réglementaires sur ce sujet serait le minimum demandé »

Contribution n°7 du 17 septembre Registre dématérialisé. Anonyme

Enlever des affiches/pancartes des associations quand l'événement est passé.

Contribution n°12 du Registre dématérialisé du 2 octobre suite courrier. Anonyme concernant la commune de Chanaz

Les Bâtiments de France ont établi une charte règlementant la publicité. Celle-ci n'est pas respectée. Mettre en place des contrôles et faire respecter la réglementation.

Réponse Grand Lac :

L'autorité de police en matière d'affichage a la charge d'appliquer le Règlement National de Publicité ainsi que le RLPI lorsqu'il sera approuvé. Il n'appartient pas au RLPI (juridiquement parlant) de définir la manière de l'appliquer mais à chaque autorité de police (aujourd'hui les communes sur le territoire de Grand Lac) de s'organiser en la matière pour exercer son pouvoir (recours à la police de l'urbanisme, la police municipale, etc.).

Analyse du commissaire enquêteur : Ces 3 observations me semblent pleinement recevables.

Le pouvoir de police appartient aux communes sur le territoire de Grand Lac, mais il est essentiel qu'une forte communication soit faite par Grand Lac auprès des communes, indiquant l'importance de suivre l'application des différents textes (les 3 cas ci-dessus, ceux de la RNP ainsi que ceux du RLPI).

4.2.2.5. Observations sur le mobilier urbain

Contribution n°10 du 29 septembre du Registre dématérialisé. Les associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie, Résistance à l'Agression Publicitaire.

- *Limiter la publicité sur le mobilier urbain d'information à 2 m².*
- *Pour les abris voyageurs, limiter la publicité à la face externe.*
- *Pour le mobilier urbain d'information, placer les informations municipales visibles dans le sens principal de circulation.*
- *Imposer une règle d'extinction nocturne de 22h à 7h.*
- *Limiter la densité des publicités sur le mobilier urbain en instaurant une inter-distance minimale de 200m entre chaque publicité.*
- *Interdire le numérique sur le mobilier urbain.*

Contribution n°11 du 1 octobre du Registre dématérialisé. Mme CARNEVALE Patricia

Limiter la publicité sur le mobilier urbain d'information à 2 m.

Contribution n°13 du 8 octobre du Registre dématérialisé. JC DECAUX

- *Suivant l'article L.581-3 du Code de l'environnement le mobilier urbain supporte à titre accessoire des publicités et donc il ne peut être assimilé à un dispositif publicitaire dont le principal objet est de recevoir la publicité. Pour ce faire, il sera nécessaire de :*

« ➤ Préciser la spécificité du mobilier urbain au sein du paragraphe « Application et portée du règlement » en y insérant la mention suivante : La publicité supportée à titre accessoire par le mobilier urbain est traitée dans les seuls articles visant expressément le mobilier urbain, sauf renvoi exprès à d'autres dispositions contenues dans le RLPi.

➤ Amender la définition du « mobilier urbain » insérée au lexique RLPi et ajouter celle sur le « dispositif publicitaire : Dispositif publicitaire : terme désignant un support dont le principal objet est de recevoir ou de permettre l'exploitation d'une publicité.

Mobilier urbain : Le mobilier urbain comprend les différents mobiliers susceptibles de recevoir à titre accessoire de la publicité en agglomération. Il s'agit des abris destinés au public, des kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial, des colonnes porte-affiches réservées aux annonces de spectacles ou de manifestations à caractère culturel, des mâts porte-affiches réservés aux annonces de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives et des mobiliers destinés à recevoir des œuvres artistiques ou des informations non publicitaires à caractère général ou local. Le mobilier urbain publicitaire n'est pas considéré au titre du présent RLPi comme un dispositif publicitaire.

Conséquence : tout article du RLPi non inclus dans les parties relatives au mobilier urbain ne lui sera pas opposable. → Objectifs : lisibilité des textes et cohérence avec le Code de l'environnement. »

- *« Réintroduire la possibilité d'implanter du mobilier urbain publicitaire en ZP1a, ce dernier demeurant sous entier contrôle des collectivités via contrats publics. »*
- *« Modifier l'article P4a.3 du RLPi en réintroduisant la possibilité pour les collectivités de communiquer sur des mobiliers urbains d'informations de grand format 8m² d'affiche et 6 mètres de hauteur en ZP4a. »*
- *« Réintroduire la possibilité d'implanter du mobilier urbain numérique 2m² en toutes zones du RLPi, y compris dans les secteurs listés à l'article L.581-8 I du code de l'environnement, sous réserve des articles R.581-42 à R.581-47 du Code de l'environnement. »*

- *Concernant la hauteur prévue à l'article P0.3 du RLPi, nous préconisons de faire préciser qu'elle s'applique aux « dispositifs publicitaires. »*
- *« Nous préconisons de reprendre la lettre de l'article R.581-42-1 du code de l'environnement au sein de la définition de la « surface unitaire » dans sa partie applicable aux mobiliers urbains publicitaires. Article R581-42-1 : Par dérogation à l'article R. 581-24-1, le calcul de la surface unitaire des publicités supportées par le mobilier urbain s'apprécie en prenant uniquement en compte la surface de l'affiche ou de l'écran. »*

Réponse Grand Lac :

La publicité sur le mobilier urbain fait l'objet de règles spécifiques prévues dans le code de l'environnement dans la mesure où elle permet la mise en place de mobilier urbain rendant un service public (abriter, informer, etc.).

La publicité sur le mobilier urbain d'information est d'ores-et-déjà limitée à 2 mètres carrés dans le projet de RLPi sur l'ensemble du territoire communautaire aggloméré à l'exception de quelques axes structurants de la commune d'Aix-les-Bains compte tenu du rayonnement régional de cette commune et des besoins de communication liés.

La publicité supportée par le mobilier urbain l'est à titre accessoire conformément au code de l'environnement. Aussi, le service public rendu par le mobilier urbain doit primer sur la publicité présente sur le mobilier. Toutefois, sur un plan environnemental, l'impact visuel est le même que la publicité soit sur la face externe ou dans le sens de circulation (emprise de 2 m² dans tous les cas). Aussi, cette proposition ne relève pas d'une amélioration du cadre de vie.

La publicité supportée par le mobilier urbain est soumise à la plage d'extinction nocturne du RLPi (23 h – 6 h) à l'exception des publicités sur les abris destinés au public si des lignes de nuit les desservent. Le code de l'environnement ne prévoit aucune inter-distance entre deux publicités sur le mobilier urbain. En effet, en fonction de la densité des lignes de transport, il peut être nécessaire d'avoir de nombreux abris destinés au public dans une zone donnée (abords d'une gare routière, abords d'une gare ferroviaire, nœuds multimodaux, etc.).

La publicité numérique est interdite sur le mobilier urbain en dehors de la ZP3 à Aix-les-Bains ce qui permet une large protection du cadre de vie.

L'ajout d'une dérogation à l'interdiction de publicité en ZP1a n'est pas souhaité par les élus des communes concernées qui n'ont aucun besoin identifié en la matière.

La volonté des élus est d'harmoniser les règles au maximum sur le territoire communautaire. Aussi, il n'est pas envisagé de réintroduire de grands dispositifs publicitaires sur le mobilier urbain en ZP4a ni de

réintroduire de la publicité numérique sur le mobilier urbain en toute zone du RLPi (une telle disposition serait d'ailleurs illégale, car la publicité numérique supportée par le mobilier urbain est interdite par le code de l'environnement dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants).

L'article P0.3 du RLPi s'applique à toute forme de publicité y compris à celle supportée par le mobilier urbain, sauf si une disposition spéciale (propre à une zone) en dispose autrement.

La définition de la « surface unitaire » sera revue dans le lexique pour intégrer les évolutions des articles R.581-42-1 et R. 581-24-1 du code de l'environnement (issues du décret n°2023-1007 du 30 octobre 2023).

Analyse du commissaire enquêteur : Ces réponses me semblent précises. Elles résultent par ailleurs de choix politiques suffisamment argumentés. Je n'ai donc pas de commentaires supplémentaires à apporter.

4.2.2.6. Observations sur la publicité en général

Contributions 4 et 5 du 16 septembre du Registre dématérialisé. Anonyme

Les panneaux aux entrées et sorties de ville sont une véritable pollution visuelle.

Prévoir des panneaux standardisés lumineux à défilement dédiés aux manifestations culturelles, fêtes locales.

Réponse Grand Lac :

La densité des panneaux publicitaires est effectivement un enjeu sur certaines entrées de ville du territoire. Le projet de RLPi prévoit une disposition d'ordre générale (donc applicable sur l'ensemble des zones) visant à limiter la densité à un seul panneau publicitaire maximum par unité foncière. Par ailleurs, la disposition du RLPi visant à interdire les publicités et préenseignes au sol en-dehors des ZP3 et ZP4 sera également de nature à maîtriser ce phénomène.

Les informations dédiées aux manifestations culturelles et fêtes locales relèvent dans la majorité des cas de dispositifs temporaires pour l'affichage d'associations à but non lucratif. Dans ce cas de figure, les communes peuvent prévoir des dispositions propres pour les modalités d'affichage libre sur leur territoire communal.

Analyse du commissaire enquêteur : Ces réponses me semblent précises et suffisamment argumentées. Je n'ai donc pas de commentaires supplémentaires à apporter.

Contribution n°8 du 15 septembre du Registre dématérialisé correspondant à l'observation du registre papier du Relais Grand Lac de Ruffieux lors de la permanence du commissaire enquêteur. M. BERTHET Yves route de Seyssel à Motz

Je lui ai indiqué que ses 2 panneaux publicitaires de 4.32 m² sur son mur de maison ne seront plus règlementaires suivant le projet du RLPi (art. P2.2 du RLPi), car supérieurs à 1.5 m².

Contributions 9 du 22 septembre du Registre dématérialisé. Mme REMONDAT Dominique de Saint Pierre de Curtille

Non au RLPi pour garder la spécificité des villages de Chautagne et Grand Lac et ne pas standardiser.

Contribution n°10 du 29 septembre du Registre dématérialisé. Les associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie, Résistance à l'Agression Publicitaire.

- Limiter la taille maximale des publicités à 2 m², sauf éventuellement en zone d'activité et sur les bâches de chantier (max 12 m²)
- Limiter la densité des publicités avec maximum 1 publicité par unité foncière supérieure à 50 m.

Interdire la publicité scellée au sol, sauf éventuellement en zone d'activité.

Contribution n°11 du 1 octobre du Registre dématérialisé. Mme CARNEVALE Patricia

- Interdire la publicité scellée au sol, sauf éventuellement en zone d'activité.
- Limiter la publicité à 4m² pour chaque façade.

Contribution n°14 du 8 octobre du Registre dématérialisé. Union de la Publicité Extérieur (UPE)

Le projet de RLPi entrainerait la dépose de 40% des dispositifs sur le domaine privé sans la possibilité de repositionnement. C'est notamment pourquoi :

- « Nous préconisons d'autoriser un format respectueux des standards existants : 4 m² d'affiche/dispositif à 4.7 m², encadrement inclus pour les dispositifs publicitaires muraux, en ZP2.
- Nous demandons de porter la surface des publicités murales et des publicités scellées au sol à 8 m² d'affiche et 10,50 m², encadrement compris, en ZP3 et ZP4a. »
- « Le domaine ferroviaire en gare, y compris parvis

Pour les dispositifs visibles depuis une voie ouverte à la circulation publique et implantés sur les quais non couverts ainsi que ceux situés sur le parvis de la gare d'Aix-les-Bains, les règles pourraient être les suivantes : aucune distance à respecter entre deux dispositifs séparés par une voie ferrée ;

Autorisation des dispositifs publicitaires numériques avec un format d'écran de 2 m² »

- *« Maintenir sur l'intégralité du territoire intercommunal, une surface cumulée à 2 m² des publicité(s) et enseigne(s) numérique(s) implantée(s) derrière une vitrine commerciale. »*
- *« Nous préconisons d'autoriser en toutes zones agglomérées de plus de 10 000 habitants la possibilité d'implanter des bâches et ce, sans limite de format. »*
- *« Nous demandons d'appliquer a minima le règlement national de publicité (RNP) et de fixer la hauteur maximale à 6 mètres par rapport au niveau du sol. »*

Réponse Grand Lac :

La publicité extérieure est un domaine très standardisé. En particulier, les formats d'affiches sont les mêmes partout en France. Aussi, le projet de RLPi n'a pas pour effet une standardisation mais plutôt une approche qui vise à harmoniser les règles à l'échelle intercommunale et à prendre en compte le contexte local par des zones de publicités spécifiques. D'autre part, le contenu des publicités, enseignes et préenseignes demeurent libre pouvant laisser place à la créativité des entreprises du territoire. En effet, seul le contenant est réglementé par le RLPi qui définit un cadre commun aux entreprises de Grand Lac. La limitation des publicités à 2 mètres carrés est trop contraignante car il s'agit d'un format qui ne tient pas compte de l'encadrement. D'autre part, compte tenu du projet arrêté qui limite déjà fortement les dimensions des publicités et préenseignes, cette dimension même légèrement adaptée ne semble pas opportune. La dimension maximale des bâches de chantier a été limitée à 10,5 mètres carrés suite à la prise en compte d'une remarque des associations analysée lors de la concertation préalable.

La densité publicitaire (dans les zones où la publicité est autorisée) est limitée à un dispositif par unité foncière (le code de l'environnement permet aujourd'hui le plus souvent au moins deux dispositifs) dans le RLPi. L'ajout d'un seuil de 50 m de linéaire d'unité foncière est trop contraignant et fait peser un risque juridique d'interdiction déguisé de publicités compte tenu de la restriction que cela impose. Cette proposition avait déjà été analysée et rejetée lors de la concertation préalable.

L'interdiction de la publicité scellée au sol sur l'ensemble du territoire communautaire n'est justifiée par aucune circonstance locale. Aussi, une telle interdiction fait peser un risque contentieux sur le RLPi. Sachant que le RLPi a considérablement réduit la surface maximale de tel dispositif (passage de 10,5 mètres carrés à 4,7 mètres carrés). Par ailleurs, la publicité au sol est interdite dans le projet dans l'ensemble des secteurs à vocation résidentielle (ZP2)

La limitation des publicités à 4 mètres carrés ne correspond pas aux standards de surface avec encadrement qui est de 4,7 mètres carrés. Le projet réduit les surfaces des publicités et préenseignes à 4,7 mètres carrés maximum dans les zones où des formats plus importants pouvaient être installés

(jusqu'à 10,5 mètres carrés). Ces formats ont été arbitrés lors de la concertation préalable et validés par les communes de Grand Lac, il n'est pas envisagé de les assouplir ou de les restreindre afin de conserver l'équilibre actuel du projet.

Le domaine ferroviaire en gare d'Aix-les-Bains ainsi que le parvis peuvent accueillir de la publicité sur le mobilier urbain car ils sont situés en ZP1b. il n'est pas envisagé de réintroduire d'autres formes de publicité dans ce secteur patrimonial.

La surface cumulée des publicités et enseignes numériques à l'intérieur des vitrines a fait l'objet de plusieurs échanges en comité de pilotage. Les élus du territoire ont formulé un consensus sur la limitation à 2 m² de surface cumulée pour tenir compte des besoins liés à certaines activités dès lors qu'une plage d'extinction nocturne est également prévue dans le projet pour ce type de dispositif.

Par souci de cohérence, Grand Lac souhaite maintenir l'application des mêmes règles entre les bâches publicitaires et les publicités murales à Aix-les-Bains (seule agglomération de plus de 10 000 habitants). La hauteur au sol a été réduite à 5 mètres (au lieu de 6 mètres) car les dimensions des publicités et préenseignes ont été réduites (notamment le passage de 10,5 mètres carrés à 4,7 mètres carrés). Cela permet une cohérence globale avec des dimensions plus adaptées au contexte territorial.

Analyse du commissaire enquêteur : Ces réponses me semblent précises. Elles résultent par ailleurs de choix politiques suffisamment argumentés. Je n'ai donc pas de commentaires supplémentaires à apporter.

4.2.2.7. Observations sur le règlement écrit

Contribution n°10 du 29 septembre du Registre dématérialisé. Les associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie, Résistance à l'Agression Publicitaire.

Contribution n°11 du 1 octobre du Registre dématérialisé. Mme CARNEVALE Patricia
Supprimer les dérogations au Règlement National de Publicité prévues dans les secteurs patrimoniaux et paysagers reconnus à Aix les bains.

Réponse Grand Lac :

Ces dérogations concernent exclusivement la publicité supportée par le mobilier urbain qui permet par ailleurs de rendre un service public d'information sur les manifestations locales. Aussi, il n'est pas envisagé de revenir sur ces dérogations (prévues par le code de l'environnement) validées avec l'Architecte des Bâtiments de France et concernant uniquement la ville d'Aix-les-Bains.

Analyse du commissaire enquêteur : Ces réponses me semblent précises. Elles résultent par ailleurs de choix politiques suffisamment argumentés. Je n'ai donc pas de commentaires supplémentaires à apporter.

4.2.2.8. Observation sur le zonage

Contribution n°10 du 29 septembre du Registre dématérialisé. Les associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie, Résistance à l'Agression Publicitaire.

- Classer en ZP1a, 200 m autour des établissements éducatifs et culturels.
- Supprimer la zone ZP3 pour l'intégrer à la zone ZP2, à défaut remplacer la dénomination « axes structurants » par « axes afficheurs ».
- Limiter la publicité dans les zones d'activités pour le mettre au même niveau de contrainte que dans le centre-ville (idem pour les enseignes).

Contribution n°11 du 1 octobre du Registre dématérialisé. Mme CARNEVALE Patricia

- Interdire la publicité autour des établissements éducatifs et culturels (200m au moins)
- Limiter la publicité dans les zones d'activités pour le mettre au même niveau de contrainte que dans le centre-ville (idem pour les enseignes).

Contribution n°14 du 8 octobre du Registre dématérialisé. Union de la Publicité Extérieure (UPE)

- « Nous préconisons de renvoyer au règlement national de publicité (RNP) en ce qui concerne les zones non agglomérées et de ne pas poser d'interdiction de principe afin de prendre en compte les évolutions du territoire intercommunal »
- Dans une décision du 2 mars 1990, le Conseil d'Etat précise que la notion d'agglomération doit être entendue comme un ensemble d'immeuble bâti rapproché peu importe l'existence ou non des panneaux d'entrée et de sortie et leur positionnement par rapport au bâti. Nous préconisons donc de tenir compte de cette définition dans le projet de RLPi.

Réponse Grand Lac :

L'interdiction de la publicité à 200 mètres autour des établissements scolaires a pour conséquence d'interdire presque totalement la publicité sur certaines communes, ce qui constitue un fort risque d'annulation. Par ailleurs, ce type de protection est très limitée dans la mesure où les enfants, dès lors qu'ils circulent en dehors des abords des établissements scolaires, seront amenés à voir des publicités ou

des préenseignes. Enfin, cette disposition ne repose pas vraiment sur une justification environnementale mais davantage sur la mise en cause du message véhiculé par la publicité, et donc plutôt sur le contenu du dispositif (que ne peut pas encadrer le RLPI) et non sur le contenant.

La fusion des ZP2 et ZP3 ne permet pas de garantir l'équilibre recherché dans le projet entre l'amélioration du cadre de vie et le maintien de la liberté d'expression ou du commerce.

L'application de règles identiques sur le territoire communautaire qu'il s'agisse des centres-villes ou des zones d'activités a pour conséquence d'interdire de manière totale la publicité ce qui entrainera l'annulation d'une telle disposition, d'autant plus que ces deux types d'espaces n'ont absolument pas les mêmes vocations et donc ne répondent pas au même niveau d'exigence en matière de protection du cadre de vie.

La notion d'agglomération utilisée dans le cadre du RLPI repose sur la définition du code de la route (article R110-2 du code de la route) et sur l'interprétation du Conseil d'État mentionnée par l'UPE. S'agissant des zones non agglomérées à ce jour et qui pourraient le devenir par la suite, elles pourront être intégrées au zonage à travers une mise à jour du RLPI. En l'état actuel, c'est le plan de zonage du RLPI qui détermine les espaces agglomérés et les espaces non agglomérés.

Analyse du commissaire enquêteur : Ces réponses me semblent précises. Elles résultent par ailleurs de choix politiques suffisamment argumentés. Je n'ai donc pas de commentaires supplémentaires à apporter.

4.3. Questions du commissaire enquêteur

4.3.1. Analyse des réponses de Grand Lac à toutes les observations et les avis ci-dessus

Il me semble important que les réponses de Grand Lac soient précises et détaillées pour permettre de potentiellement faire évoluer le projet ou simplement pour parfaitement éclairer le projet existant.

Réponse Grand Lac

La Collectivité a essayé autant que possible de rédiger des réponses complètes aux différentes demandes.

Analyse du commissaire enquêteur : Je note avec satisfaction que les réponses sont précises et argumentées.

4.3.2. Suivi de la mise en place du RLPI

Je désire savoir quelle procédure est prévue auprès des différentes communes pour s'assurer de la pleine compréhension du RLPI.

Différentes observations, ainsi que le rapport de présentation indiquent que le Règlement National de Publicité (RNP) est très souvent non respecté. Le RLPi est naturellement plus restrictif que le RNP. Il a été décidé que le pouvoir de police était laissé au niveau communal. Je désire savoir ce que Grand Lac a prévu pour s'assurer de la mise en place du RLPi.

Réponse Grand Lac

Un guide pratique est en cours de finalisation pour favoriser l'appropriation du RLPi par les communes et le grand public et pour faciliter le contrôle des dispositifs existants

Une réflexion est en cours sur le type d'instance de suivi à mettre en place et sur la fréquence de rencontre sachant qu'aujourd'hui chaque maire demeure l'unique autorité de police en la matière.

Par ailleurs, comme le prévoit le code général des collectivités territoriales, la question du transfert du pouvoir de police à l'intercommunalité sera mise à l'ordre du jour après les prochaines élections. En fonction de la volonté politique exprimée à ce moment-là, une organisation spécifique pourra être proposée afin d'harmoniser l'application et l'exercice du pouvoir de police de la publicité à l'échelle du territoire.

Analyse du commissaire enquêteur : Je note avec satisfaction la mise en place de ce guide qui permettra une meilleure appropriation du RLPi par l'ensemble des communes de Grand Lac. L'élaboration d'un RLPi représente un travail important. Il me semble donc essentiel d'en assurer l'application. Je note la réflexion en cours sur ce sujet avec la contrainte des prochaines élections municipales.

4.3.3. Echelle des plans de zonage

Pour une meilleure lisibilité, il me semble préférable que tous les plans de zonage des communes aient la même échelle.

Réponse Grand Lac

L'échelle des plans sera retravaillée afin d'avoir une échelle ronde et plus facilement utilisable. En raison de la forme et de la superficie variable des communes, il ne sera en revanche pas possible d'appliquer la même échelle sur tous les plans par souci de lisibilité.

Analyse du commissaire enquêteur : Je note avec satisfaction cette évolution.

Les conclusions personnelles et motivées du commissaire enquêteur font l'objet d'une partie séparée.

Département de la Savoie

Communauté d'agglomération Grand Lac

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 8 septembre au 9 octobre 2025

T.A. n° E25000119/38

Projet de règlement local de publicité intercommunal Grand Lac

Conclusions motivées

Bernard Audion

Commissaire enquêteur

A. Rappel de l'objet et du déroulement de l'enquête

A.1. Préambule

La Communauté d'Agglomération Grand Lac compte 78 824 habitants et regroupe 28 communes. Elle se situe dans le département de la Savoie dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Le relief, les forêts notamment dans le massif des Bauges, et l'eau avec la présence du Lac du Bourget, occupent une place majeure dans le paysage de la communauté d'agglomération. Les polarités urbaines fortes de Chambéry et Aix-les-Bains représentent un espace économique majeur de la Savoie.

A.2. Rappel succinct de l'objet de l'enquête

La présente enquête publique concerne le projet de règlement local de publicité intercommunal de Grand Lac. Les objectifs généraux sont les suivants :

Préserver et mettre en valeur l'environnement tout en préservant l'attractivité économique et commerciale sur l'ensemble du territoire ;

Harmoniser la publicité sur le territoire tout en prenant en compte les spécificités de chaque commune et réglementations spécifiques (PNR, abords des monuments historiques et sites patrimoniaux remarquables, sites classés et inscrits, Natura 2000...) ;

A.3. Déroulement de l'enquête

La délibération du conseil communautaire n° 20/2019 du 21 février 2019, prescrivant l'élaboration du R.L.P.i., définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation de l'intégralité du territoire du Grand Lac. La délibération du conseil communautaire n°35/2024 du 12 novembre 2024 « débat sur les orientations de l'élaboration du R.L.P.i. Grand Lac ». La délibération du conseil communautaire n°18/2025 du 25 mars 2025 « bilan de concertation et arrêt du projet de l'élaboration du R.L.P.i. Grand Lac ». La décision n°25000119/38 du 4 juin 2025 de Monsieur le Président du tribunal administratif de Grenoble désignant Monsieur Bernard Audion en qualité de commissaire enquêteur et Madame Alexandra VALETON en qualité de commissaire enquêtrice suppléante.

Les avis au public sont situés aux lieux accoutumés des Hôtels de Ville des 28 communes et du siège de Grand Lac. Les quatre publications règlementaires (Art. 123-11 du code de l'environnement) ont été faites dans la rubrique des annonces légales des journaux suivants : Le Dauphiné Libéré le 21 août 2025 et le 11 septembre 2025, l'Essor Savoyard le 21 août 2025 et le 11 septembre 2025.

Le dossier de l'enquête publique a été consultable dans les conditions suivantes :

- Un dossier papier, ainsi qu'un poste informatique mis à la disposition du public gratuitement aux heures d'ouverture habituelles, au siège du Grand Lac, 1500 bd Lepic 73100 Aix-les-Bains, au relais Grand Lac de Ruffieux, 1728 rue de Jérusalem 73410 Ruffieux, au relais Grand Lac d'Entrelacs, 60 rue Joseph Michaud 73410 Entrelacs, dans la mairie du Bourget-du Lac, 7 rue des écoles 73370 Le Bourget-du-Lac.
- Sur le site internet : <https://www.grand-lac.fr> ;
- Sur le site internet <https://www.registre-dematerialise.fr/6403> ;

Je me suis tenu à la disposition du public lors **des permanences** aux lieux et horaires suivants :

Au siège du Grand Lac, 1500 bd Lepic 73100 Aix-les-Bains : Lundi 8 septembre de 14H00 à 17H00, mardi 30 septembre de 9H00 à 12H00, jeudi 9 octobre de 9H00 à 12H00

Au relais Grand Lac de Ruffieux, 1728 rue de Jérusalem 73410 Ruffieux : Lundi 15 septembre de 13H30 à 16H30, mardi 3 octobre de 8H30 à 12H30

Au relais Grand Lac d'Entrelacs, 60 rue Joseph Michaud 73410 Entrelacs : Mercredi 10 septembre de 9H00 à 12H00, jeudi 18 septembre de 13H30 à 16H30,

Dans la mairie du Bourget-du Lac, 7 rue des écoles 73370 Le Bourget-du-Lac : Vendredi 12 septembre de 9H00 à 12H00, mercredi 1 octobre de 14H00 à 17H00, mardi 7 octobre de 9H à 12H00

Les observations du public pouvaient, pendant la durée de l'enquête, être : Consignées dans le registre d'enquête prévu à cet effet aux lieux mentionnés ci-avant ; Exprimées oralement auprès du Commissaire enquêteur au cours des permanences mentionnées ci-avant ; Adressées par courrier postal à l'adresse suivante : Grand Lac Projet d'élaboration du RLPi Grand Lac, Commissaire enquêteur 1500 boulevard Lepic CS 20606 73106 Aix-les-Bains cedex ; Adressées par messagerie électronique à l'adresse suivante : enquete-publique-6403@registre-dematerialise.fr; Consignées dans le registre dématérialisé sur le site internet : <https://www.registre-dematerialise.fr/6403> ;

Le 4 septembre 2025, j'ai paraphé les registres et les dossiers à la disposition du public. J'ai par ailleurs validé le registre dématérialisé ; Le 13 octobre 2025, j'ai remis le PV de synthèse à Monsieur Thibault Guigue, Vice-Président de Grand Lac en charge de l'Urbanisme, de l'Habitat, du Logement Social et de la Politique de la ville, en présence de Madame Sandrine Antunes, Responsable adjointe service urbanisme planification, et de Madame Ombeline De Bouclans, Chargée de mission urbanisme ; Le 16 octobre, j'ai

reçu le mémoire en réponse de Grand Lac ; Le 07 novembre 2025, j'ai remis mon rapport et mes conclusions motivées à Madame Ombeline De Bouclans, Chargée de mission urbanisme de Grand Lac.

Aucun incident ne s'est produit au cours de cette enquête. Enfin, à l'expiration du délai d'enquête, les registres ont été clos et signés par mes soins. J'estime, sous les réserves habituelles, que l'ensemble des règles de forme prévu par les textes régissant l'enquête publique a été respecté.

A.4. Situation initiale et bilan de concertation

A.4.1. Situation initiale

Les Publicités et les préenseignes

Le rapport de présentation indique que l'inventaire de terrain a permis d'identifier 654 publicités et préenseignes sur Grand Lac. La répartition des dispositifs est la suivante : Scellés/posés au sol : 372 dont 277 sont en infraction avec le RNP (soit 74%), sur un mur ou une clôture : 150 dont 105 sont en infraction avec le RNP (soit 70%), supportés par le mobilier urbain : 131 presque exclusivement dans la commune d'Aix les bains ;

Grand Lac compte 39 publicités lumineuses (en dehors des publicités sur le mobilier urbain)

Les enseignes

Un inventaire exhaustif des enseignes a été réalisé entre décembre 2023 et février 2024. Il a permis d'identifier près de 7000 enseignes sur Grand Lac. 76% des enseignes sont parallèles au mur (dont 95% sont conformes au RNP).

A.4.2. Bilan de concertation

Les orientations générales du RLPi ont été débattues lors du conseil communautaire du 21 février 2024. Ces mêmes orientations ont également été débattues dans 23 communes et ont réputé avoir été tenu dans les 5 autres communes.

La concertation s'est déroulée du 3 avril au 25 février 2025. Pendant cette période il a été organisé :

- 3 réunions à destination du public, des personnes publiques associées et des personnes publiques concernées (associations, professionnels) ;
- 1 Webinaires et une réunion d'échanges avec l'atelier citoyen du Grand Lac,
- 1 article dans le magazine intercommunal du Grand Lac ;
- 7 publications dans la presse locale et sur les réseaux sociaux ;
- 1 page dédiée, alimenté et actualisée sur le site internet de Grand Lac ;

- 23 contributions écrites reçues et analysées (personnes publiques associées, professionnels, associations, habitants)

Toutes les contributions ont fait l'objet d'une analyse et certaines ont été retenues. Je note que la concertation a ainsi fait évoluer l'avant-projet qui avait été envisagé par les élus.

A.5. Analyse des observations et des avis

- J'ai tenu 10 permanences réparties sur les 5 lieux suivants : Le siège de la Communauté d'Agglomération Grand Lac, les relais Grand Lac de Ruffieux et d'Entrelacs et enfin la Mairie du Bourget du Lac.

J'ai reçu 2 personnes ou groupes de personnes ;

Les registres papier mis à la disposition du public contiennent 2 contributions ;

1 courrier m'a été transmis par voie postale ;

Le registre dématérialisé a fait l'objet de 2836 visites et 1106 téléchargements de documents. ;

Il a été déposé sur ce registre 15 contributions ;

Pour une meilleure analyse, j'ai classé les observations du public en fonction des thèmes avec la répartition suivante :

Observations

ENS : Enseignes et pré enseignes	7
LUM : Dispositifs lumineux	8
POL : Application du RLPi par la force de police	3
MOB : Mobilier urbain	13
PUB : La publicité en général	13
REG : Règlement écrit	1
ZON : Zonage du RLPi	7

Une contribution peut apparaitre dans plusieurs thèmes et donc générer ainsi différentes observations
L'ensemble de ces contributions représente un total de **52 observations**.

- Les contributions de l'Union de la Publicité Extérieur (UPE) , de JC DECAUX et des » associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie,

Résistance à l'Aggression Publicitaire » sont particulièrement importantes en termes d'observations

Les réponses de Grand Lac à ces observations me semblent précises. Elles résultent par ailleurs de choix politiques suffisamment argumentés.

➤ **Contribution n°1 du 12 septembre Registre dématérialisé M. CORMETTI Didier à Chanaz**

Développer des pré enseignes sur des supports rappelant l'histoire des lieux, sur les axes passants pour les artisans et commerçants situés dans les ruelles.

Réponse Grand Lac :

Le contenu des préenseignes ne peut être règlementé par le RLPi qui s'intéresse uniquement au « contenant ». Une charte peut être définie pour orienter les commerçants vers de bonnes pratiques en lien avec un caractère historique. Cette charte existe à Chanaz et peut être consultée auprès de la commune.

Je note que cette réponse apporte une information sur la forme des préenseignes. Mais elle n'apporte pas de réponse à l'existence des préenseignes sur les axes passants pour les artisans et les commerçants situés dans les ruelles.

➤ **Toutes les observations demandant l'application du RLPi et de la RNP**

Réponse Grand Lac :

L'autorité de police en matière d'affichage a la charge d'appliquer le Règlement National de Publicité ainsi que le RLPi lorsqu'il sera approuvé. Il n'appartient pas au RLPi (juridiquement parlant) de définir la manière de l'appliquer mais à chaque autorité de police (aujourd'hui les communes sur le territoire de Grand Lac) de s'organiser en la matière pour exercer son pouvoir (recours à la police de l'urbanisme, la police municipale, etc.).

Une réflexion est en cours sur le type d'instance de suivi à mettre en place et sur la fréquence de rencontre sachant qu'aujourd'hui chaque maire demeure l'unique autorité de police en la matière.

Par ailleurs, comme le prévoit le code général des collectivités territoriales, la question du transfert du pouvoir de police à l'intercommunalité sera mise à l'ordre du jour après les prochaines élections. En fonction de la volonté politique exprimée à ce moment-là, une

organisation spécifique pourra être proposée afin d'harmoniser l'application et l'exercice du pouvoir de police de la publicité à l'échelle du territoire.

L'élaboration d'un RLPi représente un travail important. Par ailleurs, le rapport de présentation indique que 74 % des publicités et préenseignes, scellés ou posés au sol, sont en infraction avec la RNP, et 70% pour celles fixées sur un mur ou une clôture.

Je note la réflexion en cours sur ce sujet de l'application du RLPi, avec la contrainte des prochaines élections municipales. Il me semble essentiel qu'une forte communication soit faite par Grand Lac auprès des communes, indiquant l'importance de suivre l'application des différents textes (ceux de la RNP ainsi que ceux du RLPi).

- Je note avec satisfaction la mise en place d'un guide qui permettra une meilleure appropriation du RLPi par l'ensemble des communes de Grand Lac.
- Le conseil municipal de la **commune de Bourdeau** recommande d'intégrer au projet de RLPi Grand Lac une considération architecturale et d'intégration, à apprécier lors de chaque instruction urbanistique. Cet avis s'appuie sur l'enseigne du restaurant étoilé Lamartine non conforme en l'état du projet alors que « l'aspect visuel et architectural de l'enseigne est bien intégré à la vue et à la richesse des lieux. »

Réponse Grand Lac :

Le RLPi définit un cadre commun limitant au maximum l'interprétation. C'est pour cette raison que les règles envisagées sont les plus simples possibles afin de faciliter l'application. Il n'est pas possible d'instaurer des exceptions en fonction du contexte. Toutefois, l'examen détaillé d'une situation particulière permet bien souvent de trouver des alternatives conformes lors du renouvellement des enseignes d'une activité.

La recommandation de la commune de Bourdeau est importante. La réponse de Grand Lac a le mérite d'être consensuelle mais n'apporte pas de réponse précise. Je recommande qu'une réflexion soit engagée pour analyser sur l'ensemble du territoire de Grand Lac, toutes les situations analogues au cas décrit sur la commune de Bourdeau. Il sera alors peut être possible d'intégrer dans le RLPi « une considération architecturale et d'intégration, à apprécier lors de chaque instruction urbanistique. »

- Suite à la réserve du Parc Naturel du Massif des Bauges, je note avec satisfaction « qu'un renvoi aux chartes existantes du PNR sera fait dans le règlement du RLPi. »

B. Motivation et formulation de l'avis

En conséquence de tout ce qui précède et après avoir :

- Pris connaissance et analysé le dossier ;
- Effectué plusieurs visites sur le secteur ;
- Vérifié et constaté que la publicité et l'information au public ont été respectées ;
- Été à la disposition du public lors des dix demi-journées de permanences ;
- Pris connaissance des avis des personnes publiques associées ;
- Analysé les observations du public ;
- Sollicité des réponses de la commune et analysé celles-ci ;

J'estime :

- Que concernant la publicité, le contenu du dossier et le déroulement de l'enquête, les procédures réglementaires ont été respectées ;
- Que le public a pu s'informer et s'exprimer librement sur ce projet ;
- Que concernant le règlement local de publicité intercommunal de Grand Lac, ce projet :
 - Contribue à préserver et mettre en valeur l'environnement tout en préservant l'attractivité économique et commerciale sur l'ensemble du territoire ;
 - Permet d'harmoniser la publicité sur le territoire tout en prenant en compte les spécificités de chaque commune et réglementations spécifiques à travers la mise en place de 4 zones de publicités
- Positif la mise en place d'un guide qui permettra une meilleure appropriation du RLPi par l'ensemble des communes de Grand Lac ;
- Positif de faire évoluer l'échelle des plans de zonage des communes pour une meilleure lisibilité ;
- Positif la réflexion en cours sur la mise en place d'une instance pour s'assurer de la l'application du RLPi Grand Lac ;
- Positif qu'un renvoi aux chartes existantes du PNR sera fait dans le règlement du RLPi.

En conclusion, **j'émet un avis favorable au projet de** règlement local de publicité intercommunal de Grand Lac.

Cet avis est assorti de 2 recommandations :

- Que la totalité des engagements pris par Grand Lac dans son mémoire en réponse soit bien prise en compte dans le dossier d'approbation du règlement local de publicité intercommunal de Grand Lac ;

- Qu'une forte communication soit faite par Grand Lac auprès des communes, indiquant l'importance de suivre l'application du règlement local de publicité intercommunal de Grand Lac, ainsi que de la Règlementation Nationale de Publicité, le pouvoir de police appartenant aux communes sur le territoire de Grand Lac ;

ANNEXE

Procès-Verbal de synthèse

LETTRE D'ACCOMPAGNEMENT

du PROCES VERBAL de SYNTHESE

des observations écrites des registres papier et dématérialisé, ainsi que des courriers reçus
par voie postale ou par voie électronique et des observations orales

Référence : Arrêté n° 20/2019 du 21 février 2019 prescrivant l'élaboration du RLPI
Grand Lac

Objet de l'enquête : Règlement Local de Publicité intercommunal de Grand Lac

Durée de l'enquête : Du 8 septembre 2025 à 14h au 9 octobre 2025 à 12h

Destinataire : Monsieur le président de la Communauté d'Agglomération Grand Lac

Monsieur le président,

J'ai tenu 10 permanences réparties sur les 5 lieux suivants : Le siège de la Communauté d'Agglomération Grand Lac, les relais Grand Lac de Ruffieux et d'Entrelacs et enfin la Mairie du Bourget du Lac.

J'ai reçu 2 personnes ou groupes de personnes ;

Les registres papier mis à la disposition du public contiennent 2 contributions ;

1 courrier m'a été transmis par voie postale ;

Le registre dématérialisé a fait l'objet de 2836 visites et 1106 téléchargements de documents. Il a été déposé sur ce registre 15 contributions ;

L'ensemble de ces contributions représente un total de 52 observations.

Conformément aux dispositions de l'article R 123-18 du code de l'environnement, je vous demande de m'adresser sous 15 jours vos observations en réponse au regard de chaque observation du présent procès-verbal de synthèse.


Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Remis à Grand Lac

le lundi 13 septembre 2025

Le commissaire enquêteur

Bernard Audion



Reçu à Grand Lac

le lundi 13 septembre 2025

Le Maitr. d'ouvra



C1 - Interne

Thibaut GUIGUE
Nouveau Vice Président
(Urbanisme, Habitat, logement social,
Politique de la ville)



Dossier suivi par Ombeline de Bouclans
Chargée de mission urbanisme
06.85.26.07.67
o.debouclans@grand-lac.fr

Monsieur Audion
Commissaire enquêteur pour l'élaboration du
RLPI de Grand Lac

Aix-les-Bains, le 16 octobre 2025

Objet : Elaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal de Grand Lac
Réponse au PV de synthèse de l'enquête publique

Monsieur le commissaire enquêteur,

Conformément à l'article R. 123-18 du Code de l'environnement, vous m'avez remis le 13 octobre 2025, le procès-verbal des observations écrites et orales reçues pendant l'enquête publique du projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal.

Vous trouverez en pièce jointe la réponse détaillée de la collectivité aux observations et questions posées dans votre procès-verbal.

Nous espérons que ces précisions seront de nature à répondre aux interrogations soulevées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le commissaire enquêteur, l'expression de mes salutations distinguées.

Thibaut GUIGUE,
Vice-Président en charge de
l'Urbanisme, de l'Habitat, du Logement
Social et de la Politique de la Ville.



Grand Lac Communauté d'Agglomération
1500 boulevard Lepic - CS 20606 - 73100 AIX-LES-BAINS
04 79 35 00 51 | www.grand-lac.fr | contact@grand-lac.fr

Procès-Verbal de synthèse

Des observations écrites enregistrées, dans les registres d'enquête papiers, dans les courriers reçus par voie postale ou par voie électronique, et dans le registre dématérialisé.

Référence : Arrêté n° 20/2019 du 21 février 2019 prescrivant l'élaboration du RLPi Grand Lac

Objet de l'enquête : Règlement Local de Publicité intercommunal de Grand Lac

Durée de l'enquête : Du 8 septembre 2025 à 14h au 9 octobre 2025 à 12h

1/Observations du public

Participation du public

J'ai tenu 10 permanences réparties sur les 5 lieux suivants : Le siège de la Communauté d'Agglomération Grand Lac, les relais Grand Lac de Ruffieux et d'Entrelacs et enfin la Mairie du Bourget du Lac.

J'ai reçu 2 personnes ou groupes de personnes ;

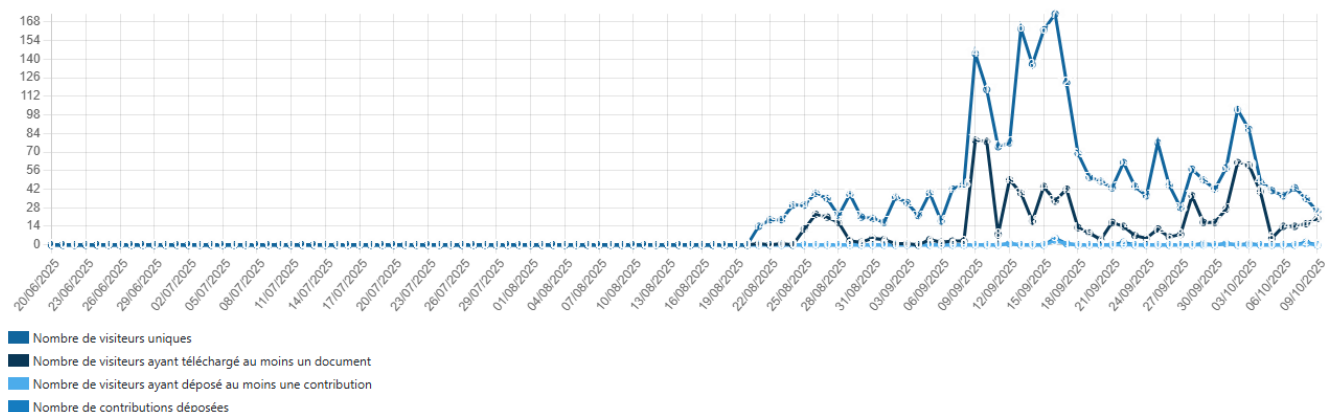
Les registres papier mis à la disposition du public contiennent 2 contributions ;

1 courrier m'a été transmis par voie postale ;

Le registre dématérialisé a fait l'objet de 2836 visites et 1106 téléchargements de documents. ;

Il a été déposé sur ce registre 15 contributions ;

Fréquentation du Registre dématérialisé :



Les observations classées par thème

Pour une meilleure analyse, j'ai classé les observations du public en fonction des thèmes avec la répartition suivante :

Observations

ENS : Enseignes et pré enseignes	7
LUM : Dispositifs lumineux	8
POL : Application du RLPI par la force de police	3
MOB : Mobilier urbain	13
PUB : La publicité en général	13
REG : Règlement écrit	1
ZON : Zonage du RLPI	7

Une contribution peut apparaître dans plusieurs thèmes et donc générer ainsi différentes observations. L'ensemble de ces contributions représente un total de **52 observations**.

Concernant les contributions n°13 et 14 de l'Union de la Publicité Extérieure (UPE) et de JC DECAUX, je les mets en annexe de ce P.V. de synthèse, en complément des résumés que j'en ai fait, pour une complète compréhension de ces observations.

Observations liées aux enseignes et pré enseignes (ENS)

Contribution n°1 du 12 septembre Registre dématérialisé M. CORMETTI Didier à Chanaz

Développer des pré enseignes sur des supports rappelant l'histoire des lieux, sur les axes passants pour les artisans et commerçants situés dans les ruelles.

Réponse Grand Lac :

Le contenu des préenseignes ne peut être réglementé par le RLPI qui s'intéresse uniquement au « contenant ». Une charte peut être définie pour orienter les commerçants vers de bonnes pratiques en lien avec un caractère historique. Cette charte existe à Chanaz et peut être consultée auprès de la commune.

Contribution n°10 du 29 septembre du Registre dématérialisé. Les associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie, Résistance à l'Agression Publicitaire.

- Limiter à 6 m² pour chaque façade supérieure à 50 m².
- Limiter à 4 m² pour chaque façade inférieure à 50 m².
- Eteindre les enseignes lumineuses dès la fermeture de l'établissement à défaut 1h avant et après la fermeture.
- Interdire les enseignes scellées au sol.
- Interdire les enseignes sur toiture également en ZP4, à défaut les limiter à 8 m².
- Interdire les enseignes numériques et celles placées à l'intérieur des vitrines.

Réponse Grand Lac :

L'ensemble de ces demandes avaient déjà été formulées dans le cadre de la phase de concertation préalable avant l'arrêt de projet et avaient fait l'objet d'une analyse détaillée.

Les limitations de surface proposées par les associations n'ont pas été retenues par les élus de Grand Lac car elles ne sont pas contextualisées. Il est apparu plus adapté de conserver la règle nationale qui fixe une limitation de surface proportionnelle à la taille de la façade.

Les enseignes lumineuses font l'objet d'une plage d'extinction nocturne (23h-6h) permettant de limiter la pollution lumineuse et d'harmoniser les plages d'extinction sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble des dispositifs. Il n'est pas envisagé de modifier cette plage fixe par une plage « flottante » ce qui complexifierai l'application du RLPi. Les enseignes numériques, en tant que sous-catégorie des enseignes lumineuses, sont également soumises à cette règle d'extinction. Elles ne peuvent être interdites à l'intérieur des vitrines (la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets précise que les règles sur ces dispositifs ne peuvent porter que sur les « horaires d'extinction, de surface, de consommation énergétique et de prévention des nuisances lumineuses »).

L'interdiction des enseignes scellées au sol n'est pas adaptée au contexte territorial notamment en matière de visibilité des entreprises situées en recul de la voie publique, ce qui est le cas de nombres d'entre-elles en zones commerciales. Le RLPi propose néanmoins une avancée en encadrant plus fortement ce type de dispositifs, en particulier en réglementant les enseignes de moins de 1 m². Par ailleurs, ce mode de signalisation concerne plus de 900 dispositifs existants aujourd'hui, l'objectif de ce premier RLPi reste de pouvoir veiller à sa bonne application.

Les enseignes sur toiture sont interdites dans l'ensemble des zones, à l'exception des quelques zones commerciales situées en ZP4. L'interdiction des enseignes sur toiture (ou la limitation proposée) ne parait pas adaptée aux besoins des entreprises en zones commerciales.

Observations sur les dispositifs lumineux

Contribution n°2 du 16 septembre Registre dématérialisé. Anonyme

Limiter l'illumination des enseignes à 1h après fermeture et interdire les écrans visibles d'une route/voie

Contribution n°6 du 16 septembre Registre dématérialisé. Anonyme

« Stop aux enseignes lumineuses éclairées entre 20h et 8h. Stop aux vitrines éclairées aux heures de fermeture des magasins ».

Contribution n°7 du 17 septembre Registre dématérialisé. Anonyme

« Eteindre les enseignes lumineuses entre 23h et 5h, comme les éclairages publics. »

Contribution n°10 du 29 septembre du Registre dématérialisé. Les associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie, Résistance à l'Agression Publicitaire.

- *Imposer l'extinction de tous les dispositifs lumineux de 22h à 7h.*
- *Imposer des dispositifs qui limitent au maximum la pollution lumineuse dans l'esprit de l'arrêté de 2018 relatif à la réduction des nuisances lumineuses.*
- *Interdire la publicité et les enseignes numériques sur l'ensemble du territoire.*

Contribution n°11 du 1 octobre du Registre dématérialisé. Mme CARNEVALE Patricia

- *Limiter au maximum des dispositifs lumineux et proscrire les numériques.*
- *Imposer l'extinction nocturne de tous les dispositifs de 20h à 7h*

Réponse Grand Lac :

Les dispositions générales applicables aux publicités, enseignes et préenseignes lumineuses situées à l'intérieur des vitrines ou des baies d'un local à usage commercial prévoient, pour les

activités démarrant ou cessant entre 22 heures et 7 heures du matin, une extinction au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement.

Les enseignes lumineuses font l'objet d'une plage d'extinction nocturne (23 heures et 6 heures) permettant de limiter la pollution lumineuse. Cette plage a été arbitrée par l'ensemble des communes de Grand Lac lors de la concertation préalable et il n'est pas prévue de la revoir à l'issue de l'enquête publique. Cette plage constitue un compromis entre toutes les propositions formulées et les aspirations des communes en la matière pour répondre à l'objectif d'harmoniser cette plage d'extinction nocturne sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble des dispositifs (publicités, préenseignes, enseignes y compris à l'intérieur des vitrines).

Les enseignes numériques en tant que sous-catégorie des enseignes lumineuses sont également soumises à cette règle d'extinction. Elles ne peuvent être interdites à l'intérieur des vitrines (la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets précise que les règles sur ces dispositifs ne peuvent porter que sur les

« horaires d'extinction, de surface, de consommation énergétique et de prévention des nuisances lumineuses »). Leur surface est cependant limitée à 2m² cumulée.

Les interdictions totales des dispositifs numériques commencent à être annulées par le juge administratif. Dernière en date, l'annulation des dispositions en la matière dans le RLPi de la Métropole de Lyon (Tribunal administratif de Lyon, 4ème chambre, 3 juin 2025, n° 2311196). Aussi, les élus de Grand Lac ont fait le choix d'une proposition équilibrée du point de vue de la préservation du cadre de vie en interdisant les enseignes numériques sur l'ensemble du territoire à l'exception des zones commerciales en ZP4, et en limitant leur surface dans ces zones.

Observations sur l'application du RLPi

Contribution n°3 du 16 septembre Registre dématérialisé. M. HERRY Alain

« Une application stricte des textes législatifs et réglementaires sur ce sujet serait le minimum demandé »

Contribution n°7 du 17 septembre Registre dématérialisé. Anonyme

Enlever des affiches/pancartes des associations quand l'événement est passé.

Contribution n°12 du Registre dématérialisé du 2 octobre suite courrier. Anonyme concernant la commune de Chanaz

Les Bâtiments de France ont établi une charte règlementant la publicité. Celle-ci n'est pas respectée. Mettre en place des contrôles et faire respecter la réglementation.

Réponse Grand Lac :

L'autorité de police en matière d'affichage a la charge d'appliquer le Règlement National de Publicité ainsi que le RLPI lorsqu'il sera approuvé. Il n'appartient pas au RLPI (juridiquement parlant) de définir la manière de l'appliquer mais à chaque autorité de police (aujourd'hui les communes sur le territoire de Grand Lac) de s'organiser en la matière pour exercer son pouvoir (recours à la police de l'urbanisme, la police municipale, etc.).

Observations sur le mobilier urbain

Contribution n°10 du 29 septembre du Registre dématérialisé. Les associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie, Résistance à l'Agression Publicitaire.

- *Limiter la publicité sur le mobilier urbain d'information à 2 m².*
- *Pour les abris voyageurs, limiter la publicité à la face externe.*
- *Pour le mobilier urbain d'information, placer les informations municipales visibles dans le sens principal de circulation.*
- *Imposer une règle d'extinction nocturne de 22h à 7h.*
- *Limiter la densité des publicités sur le mobilier urbain en instaurant une inter-distance minimale de 200m entre chaque publicité.*
- *Interdire le numérique sur le mobilier urbain.*

Contribution n°11 du 1 octobre du Registre dématérialisé. Mme CARNEVALE Patricia

Limiter la publicité sur le mobilier urbain d'information à 2 m.

Contribution n°13 du 8 octobre du Registre dématérialisé. JC DECAUX

- *Suivant l'article L.581-3 du Code de l'environnement le mobilier urbain supporte à titre accessoire des publicités et donc il ne peut être assimilé à un dispositif publicitaire dont le principal objet est de recevoir la publicité. Pour ce faire, il sera nécessaire de :*

« ➤ *Préciser la spécificité du mobilier urbain au sein du paragraphe « Application et portée du règlement » en y insérant la mention suivante : La publicité supportée à titre accessoire par le mobilier urbain est traitée dans les seuls articles visant expressément le mobilier urbain, sauf renvoi exprès à d'autres dispositions contenues dans le RLPi.*

➤ *Amender la définition du « mobilier urbain » insérée au lexique RLPi et ajouter celle sur le « dispositif publicitaire : Dispositif publicitaire : terme désignant un support dont le principal objet est de recevoir ou de permettre l'exploitation d'une publicité.*

Mobilier urbain : Le mobilier urbain comprend les différents mobiliers susceptibles de recevoir à titre accessoire de la publicité en agglomération. Il s'agit des abris destinés au public, des kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial, des colonnes porte-affiches réservées aux annonces de spectacles ou de manifestations à caractère culturel, des mâts porte-affiches réservés aux annonces de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives et des mobiliers destinés à recevoir des œuvres artistiques ou des informations non publicitaires à caractère général ou local. Le mobilier urbain publicitaire n'est pas considéré au titre du présent RLPi comme un dispositif publicitaire.

Conséquence : tout article du RLPi non inclus dans les parties relatives au mobilier urbain ne lui sera pas opposable. → Objectifs : lisibilité des textes et cohérence avec le Code de l'environnement. »

- *« Réintroduire la possibilité d'implanter du mobilier urbain publicitaire en ZP1a, ce dernier demeurant sous entier contrôle des collectivités via contrats publics. »*
- *« Modifier l'article P4a.3 du RLPi en réintroduisant la possibilité pour les collectivités de communiquer sur des mobiliers urbains d'informations de grand format 8m² d'affiche et 6 mètres de hauteur en ZP4a. »*
- *« Réintroduire la possibilité d'implanter du mobilier urbain numérique 2m² en toutes zones du RLPi, y compris dans les secteurs listés à l'article L.581-8 I du code de l'environnement, sous réserve des articles R.581-42 à R.581-47 du Code de l'environnement. »*

- *Concernant la hauteur prévue à l'article P0.3 du RLPi, nous préconisons de faire préciser qu'elle s'applique aux « dispositifs publicitaires. »*
- *« Nous préconisons de reprendre la lettre de l'article R.581-42-1 du code de l'environnement au sein de la définition de la « surface unitaire » dans sa partie applicable aux mobiliers urbains publicitaires. Article R581-42-1 : Par dérogation à l'article R. 581-24-1, le calcul de la surface unitaire des publicités supportées par le mobilier urbain s'apprécie en prenant uniquement en compte la surface de l'affiche ou de l'écran. »*

Réponse Grand Lac :

La publicité sur le mobilier urbain fait l'objet de règles spécifiques prévues dans le code de l'environnement dans la mesure où elle permet la mise en place de mobilier urbain rendant un service public (abriter, informer, etc.).

La publicité sur le mobilier urbain d'information est d'ores-et-déjà limitée à 2 mètres carrés dans le projet de RLPi sur l'ensemble du territoire communautaire aggloméré à l'exception de quelques axes structurants de la commune d'Aix-les-Bains compte tenu du rayonnement régional de cette commune et des besoins de communication liés.

La publicité supportée par le mobilier urbain l'est à titre accessoire conformément au code de l'environnement. Aussi, le service public rendu par le mobilier urbain doit primer sur la publicité présente sur le mobilier. Toutefois, sur un plan environnemental, l'impact visuel est le même que la publicité soit sur la face externe ou dans le sens de circulation (emprise de 2 m² dans tous les cas). Aussi, cette proposition ne relève pas d'une amélioration du cadre de vie.

La publicité supportée par le mobilier urbain est soumise à la plage d'extinction nocturne du RLPi (23 h – 6 h) à l'exception des publicités sur les abris destinés au public si des lignes de nuit les desservent. Le code de l'environnement ne prévoit aucune inter-distance entre deux publicités sur le mobilier urbain. En effet, en fonction de la densité des lignes de transport, il peut être nécessaire d'avoir de nombreux abris destinés au public dans une zone donnée (abords d'une gare routière, abords d'une gare ferroviaire, nœuds multimodaux, etc.).

La publicité numérique est interdite sur le mobilier urbain en dehors de la ZP3 à Aix-les-Bains ce qui permet une large protection du cadre de vie.

L'ajout d'une dérogation à l'interdiction de publicité en ZP1a n'est pas souhaité par les élus des communes concernées qui n'ont aucun besoin identifié en la matière.

La volonté des élus est d'harmoniser les règles au maximum sur le territoire communautaire. Aussi, il n'est pas envisagé de réintroduire de grands dispositifs publicitaires sur le mobilier urbain en ZP4a ni de réintroduire de la publicité numérique sur le mobilier urbain en toute zone du RLPi (une telle disposition serait d'ailleurs illégale, car la publicité numérique supportée par le mobilier urbain est interdite par le code de l'environnement dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants).

L'article P0.3 du RLPi s'applique à toute forme de publicité y compris à celle supportée par le mobilier urbain, sauf si une disposition spéciale (propre à une zone) en dispose autrement.

La définition de la « surface unitaire » sera revue dans le lexique pour intégrer les évolutions des articles R.581-42-1 et R. 581-24-1 du code de l'environnement (issues du décret n°2023-1007 du 30 octobre 2023).

Observations sur la publicité en général

Contributions 4 et 5 du 16 septembre du Registre dématérialisé. Anonyme

Les panneaux aux entrées et sorties de ville sont une véritable pollution visuelle.

Prévoir des panneaux standardisés lumineux à défilement dédiés aux manifestations culturelles, fêtes locales.

Réponse Grand Lac :

La densité des panneaux publicitaires est effectivement un enjeu sur certaines entrées de ville du territoire. Le projet de RLPi prévoit une disposition d'ordre générale (donc applicable sur l'ensemble des zones) visant à limiter la densité à un seul panneau publicitaire maximum par unité foncière. Par ailleurs, la disposition du RLPi visant à interdire les publicités et préenseignes au sol en-dehors des ZP3 et ZP4 sera également de nature à maîtriser ce phénomène.

Les informations dédiées aux manifestations culturelles et fêtes locales relèvent dans la majorité des cas de dispositifs temporaires pour l'affichage d'associations à but non lucratif. Dans ce cas de figure, les communes peuvent prévoir des dispositions propres pour les modalités d'affichage libre sur leur territoire communal.

Contribution n°8 du 15 septembre du Registre dématérialisé correspondant à l'observation du registre papier du Relais Grand Lac de Ruffieux lors de la permanence du commissaire enquêteur. M. BERTHET Yves route de Seyssel à Motz

Je lui ai indiqué que ses 2 panneaux publicitaires de 4.32 m² sur son mur de maison ne seront plus règlementaires suivant le projet du RLPi (art. P2.2 du RLPi), car supérieurs à 1.5 m².

Contributions 9 du 22 septembre du Registre dématérialisé. Mme REMONDAT Dominique de Saint Pierre de Curtille

Non au RLPi pour garder la spécificité des villages de Chautagne et Grand Lac et ne pas standardiser.

Contribution n°10 du 29 septembre du Registre dématérialisé. Les associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie, Résistance à l'Agression Publicitaire.

- Limiter la taille maximale des publicités à 2 m², sauf éventuellement en zone d'activité et sur les bâches de chantier (max 12 m°)
- Limiter la densité des publicités avec maximum 1 publicité par unité foncière supérieure à 50 m.

Interdire la publicité scellée au sol, sauf éventuellement en zone d'activité.

Contribution n°11 du 1 octobre du Registre dématérialisé. Mme CARNEVALE Patricia

- Interdire la publicité scellée au sol, sauf éventuellement en zone d'activité.
- Limiter la publicité à 4m² pour chaque façade.

Contribution n°14 du 8 octobre du Registre dématérialisé. Union de la Publicité Extérieur (UPE)

Le projet de RLPi entrainerait la dépose de 40% des dispositifs sur le domaine privé sans la possibilité de repositionnement. C'est notamment pourquoi :

- « Nous préconisons d'autoriser un format respectueux des standards existants : 4 m² d'affiche/dispositif à 4.7 m², encadrement inclus pour les dispositifs publicitaires muraux, en ZP2.
- Nous demandons de porter la surface des publicités murales et des publicités scellées au sol à 8 m² d'affiche et 10,50 m², encadrement compris, en ZP3 et ZP4a. »

- « Le domaine ferroviaire en gare, y compris parvis

Pour les dispositifs visibles depuis une voie ouverte à la circulation publique et implantés sur les quais non couverts ainsi que ceux situés sur le parvis de la gare d'Aix-les-Bains, les règles pourraient être les suivantes : aucune distance à respecter entre deux dispositifs séparés par une voie ferrée ;

Autorisation des dispositifs publicitaires numériques avec un format d'écran de 2 m² »

- « Maintenir sur l'intégralité du territoire intercommunal, une surface cumulée à 2 m² des publicité(s) et enseigne(s) numérique(s) implantée(s) derrière une vitrine commerciale. »
- « Nous préconisons d'autoriser en toutes zones agglomérées de plus de 10 000 habitants la possibilité d'implanter des bâches et ce, sans limite de format. »
- « Nous demandons d'appliquer a minima le règlement national de publicité (RNP) et de fixer la hauteur maximale à 6 mètres par rapport au niveau du sol. »

Réponse Grand Lac :

La publicité extérieure est un domaine très standardisé. En particulier, les formats d'affiches sont les mêmes partout en France. Aussi, le projet de RLPi n'a pas pour effet une standardisation mais plutôt une approche qui vise à harmoniser les règles à l'échelle intercommunale et à prendre en compte le contexte local par des zones de publicités spécifiques. D'autre part, le contenu des publicités, enseignes et préenseignes demeurent libre pouvant laisser place à la créativité des entreprises du territoire. En effet, seul le contenant est règlementé par le RLPi qui définit un cadre commun aux entreprises de Grand Lac.

La limitation des publicités à 2 mètres carrés est trop contraignante car il s'agit d'un format qui ne tient pas compte de l'encadrement. D'autre part, compte tenu du projet arrêté qui limite déjà fortement les dimensions des publicités et préenseignes, cette dimension même légèrement adaptée ne semble pas opportune. La dimension maximale des bâches de chantier a été limitée à 10,5 mètres carrés suite à la prise en compte d'une remarque des associations analysée lors de la concertation préalable.

La densité publicitaire (dans les zones où la publicité est autorisée) est limitée à un dispositif par unité foncière (le code de l'environnement permet aujourd'hui le plus souvent au moins deux dispositifs) dans le RLPi. L'ajout d'un seuil de 50 m de linéaire d'unité foncière est trop

contraignant et fait peser un risque juridique d'interdiction déguisé de publicités compte tenu de la restriction que cela impose. Cette proposition avait déjà été analysée et rejetée lors de la concertation préalable.

L'interdiction de la publicité scellée au sol sur l'ensemble du territoire communautaire n'est justifiée par aucune circonstance locale. Aussi, une telle interdiction fait peser un risque contentieux sur le RLPi. Sachant que le RLPi a considérablement réduit la surface maximale de tel dispositif (passage de 10,5 mètres carrés à 4,7 mètres carrés). Par ailleurs, la publicité au sol est interdite dans le projet dans l'ensembles des secteurs à vocation résidentielle (ZP2)

La limitation des publicités à 4 mètres carrés ne correspond pas aux standards de surface avec encadrement qui est de 4,7 mètres carrés. Le projet réduit les surfaces des publicités et préenseignes à 4,7 mètres carrés maximum dans les zones où des formats plus importants pouvaient être installés (jusqu'à 10,5 mètres carrés). Ces formats ont été arbitrés lors de la concertation préalable et validés par les communes de Grand Lac, il n'est pas envisagé de les assouplir ou de les restreindre afin de conserver l'équilibre actuel du projet.

Le domaine ferroviaire en gare d'Aix-les-Bains ainsi que le parvis peuvent accueillir de la publicité sur le mobilier urbain car ils sont situés en ZP1b. il n'est pas envisagé de réintroduire d'autres formes de publicité dans ce secteur patrimonial.

La surface cumulée des publicités et enseignes numériques à l'intérieur des vitrines a fait l'objet de plusieurs échanges en comité de pilotage. Les élus du territoire ont formulé un consensus sur la limitation à 2 m² de surface cumulée pour tenir compte des besoins liés à certaines activités dès lors qu'une plage d'extinction nocturne est également prévue dans le projet pour ce type de dispositif.

Par souci de cohérence, Grand Lac souhaite maintenir l'application des mêmes règles entre les bâches publicitaires et les publicités murales à Aix-les-Bains (seule agglomération de plus de 10 000 habitants). La hauteur au sol a été réduite à 5 mètres (au lieu de 6 mètres) car les dimensions des publicités et préenseignes ont été réduites (notamment le passage de 10,5 mètres carrés à 4,7 mètres carrés). Cela permet une cohérence globale avec des dimensions plus adaptées au contexte territorial.

Observations sur le règlement écrit

Contribution n°10 du 29 septembre du Registre dématérialisé. Les associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie, Résistance à l'Agression Publicitaire.

Contribution n°11 du 1 octobre du Registre dématérialisé. Mme CARNEVALE Patricia

Supprimer les dérogations au Règlement National de Publicité prévues dans les secteurs patrimoniaux et paysagers reconnus à Aix les bains.

Réponse Grand Lac :

Ces dérogations concernent exclusivement la publicité supportée par le mobilier urbain qui permet par ailleurs de rendre un service public d'information sur les manifestations locales. Aussi, il n'est pas envisagé de revenir sur ces dérogations (prévues par le code de l'environnement) validées avec l'Architecte des Bâtiments de France et concernant uniquement la ville d'Aix-les-Bains.

Observation sur le zonage

Contribution n°10 du 29 septembre du Registre dématérialisé. Les associations Paysages de France, Les Amis de la terre en Savoie, France Nature Environnement Savoie, Résistance à l'Agression Publicitaire.

- *Classer en ZP1a, 200 m autour des établissements éducatifs et culturels.*
- *Supprimer la zone ZP3 pour l'intégrer à la zone ZP2, à défaut remplacer la dénomination « axes structurants » par « axes afficheurs ».*
- *Limiter la publicité dans les zones d'activités pour le mettre au même niveau de contrainte que dans le centre-ville (idem pour les enseignes).*

Contribution n°11 du 1 octobre du Registre dématérialisé. Mme CARNEVALE Patricia

- *Interdire la publicité autour des établissements éducatifs et culturels (200m au moins)*
- *Limiter la publicité dans les zones d'activités pour le mettre au même niveau de contrainte que dans le centre-ville (idem pour les enseignes).*

Contribution n°14 du 8 octobre du Registre dématérialisé. Union de la Publicité Extérieur (UPE)

- *« Nous préconisons de renvoyer au règlement national de publicité (RNP) en ce qui concerne les zones non agglomérées et de ne pas poser d'interdiction de principe afin de prendre en compte les évolutions du territoire intercommunal »*
- *Dans une décision du 2 mars 1990, le Conseil d'Etat précise que la notion d'agglomération doit être entendue comme un ensemble d'immeuble bâti rapproché peu importe l'existence ou non des panneaux d'entrée et de sortie et leur positionnement par rapport au bâti. Nous préconisons donc de tenir compte de cette définition dans le projet de RLPI.*

Réponse Grand Lac :

L'interdiction de la publicité à 200 mètres autour des établissements scolaires a pour conséquence d'interdire presque totalement la publicité sur certaines communes, ce qui constitue un fort risque d'annulation. Par ailleurs, ce type de protection est très limitée dans la mesure où les enfants, dès lors qu'ils circulent en dehors des abords des établissements scolaires, seront amenés à voir des publicités ou des préenseignes. Enfin, cette disposition ne repose pas vraiment sur une justification environnementale mais davantage sur la mise en cause du message véhiculé par la publicité, et donc plutôt sur le contenu du dispositif (que ne peut pas encadrer le RLPI) et non sur le contenant.

La fusion des ZP2 et ZP3 ne permet pas de garantir l'équilibre recherché dans le projet entre l'amélioration du cadre de vie et le maintien de la liberté d'expression ou du commerce.

L'application de règles identiques sur le territoire communautaire qu'il s'agisse des centres-villes ou des zones d'activités a pour conséquence d'interdire de manière totale la publicité ce qui entraînera l'annulation d'une telle disposition, d'autant plus que ces deux types d'espaces n'ont absolument pas les mêmes vocations et donc ne répondent pas au même niveau d'exigence en matière de protection du cadre de vie.

La notion d'agglomération utilisée dans le cadre du RLPI repose sur la définition du code de la route (article R110-2 du code de la route) et sur l'interprétation du Conseil d'État mentionnée par l'UPE. S'agissant des zones non agglomérées à ce jour et qui pourraient le devenir par la suite, elles pourront être intégrées au zonage à travers une mise à jour du RLPI. En l'état actuel, c'est le plan de zonage du RLPI qui détermine les espaces agglomérés et les espaces non agglomérés.

2/ Avis des Personnes Publiques Associées et des autres consultations

Les 28 communes composant Grand Lac

En application des articles L.581-14-1 du code l'environnement et R.153-5 du code de l'urbanisme, le projet arrêté du RLPi a été soumis aux 28 communes de Grand Lac le 3 avril 2025, afin que les conseils municipaux puissent rendre un avis sur ce projet dans un délais de 3 mois. Sans réponse au-delà de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Les 11 communes suivantes ont donné un avis favorable sans observation particulière : **Chindrieux, Drumettaz-Clarafond, Entrelacs, La Chapelle du Mont du Chat, Méry, Mouxy, Pugny Chatenod, Serrières en Chautagne, Trévignin, Viviers du Lac, Voglans.**

Le conseil municipal de la **commune de Bourdeau** émet un avis favorable et recommande d'intégrer au projet de RLPi Grand Lac une considération architecturale et d'intégration, à apprécier lors de chaque instruction urbanistique. Cet avis s'appuie sur l'enseigne du restaurant étoilé Lamartine non conforme en l'état du projet alors que « l'aspect visuel et architectural de l'enseigne est bien intégré à la vue et à la richesse des lieux. »

Réponse Grand Lac :

Le RLPi définit un cadre commun limitant au maximum l'interprétation. C'est pour cette raison que les règles envisagées sont les plus simples possibles afin de faciliter l'application. Il n'est pas possible d'instaurer des exceptions en fonction du contexte. Toutefois, l'examen détaillé d'une situation particulière permet bien souvent de trouver des alternatives conformes lors du renouvellement des enseignes d'une activité.

Avis des Personnes Publiques Associés

Le projet de règlement local de publicité a été transmis, aux personnes publiques associées à son élaboration par des courriels en date du 4 avril 2025, à défaut de réponse dans un délai de trois mois après la transmission du projet de RLPi, leur avis est réputé favorable.

Liste des personnes publiques associées notifiées :

- ✓ METROPOLE SAVOIE
- ✓ - SNCF IMMOBILIER

- ✓ - INAO
- ✓ - PARC NATUREL RÉGIONAL (PNR) DES BAUGES
- ✓ - CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA SAVOIE
- ✓ - CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SAVOIE
- ✓ - CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE D'AGRICULTURE SAVOIE MONT-BLANC
- ✓ - CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT
- ✓ - PREFECTURE DE LA SAVOIE
- ✓ - CONSEIL REGIONAL AUVERGNE RHÔNE-ALPES
- ✓ - COMITE NATIONAL DE LA CONCHYLICULTURE
- ✓ - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE LA SAVOIE
- ✓ - DREAL AUVERGNE RHONE ALPES
- ✓ UDAP
- ✓ - CNPF
- ✓ - CDNPS
- ✓ - GRAND LAC en sa qualité d'autorité organisatrice de la mobilité
- ✓ - GRAND LAC en sa qualité d'autorité en charge du Programme Local de l'Habitat
- ✓ - ATELIER CITOYEN

Parc Naturel Régional du Massif des Bauges (PNRMB) émet un avis favorable, le 6 juin 2025 car il estime que le RLPi Grand Lac est cohérent, exigeant et conforme à la charte. Cet avis est assorti des réserves suivantes :

La charte graphique relative aux préenseignes dérogatoires pour les produits du terroir figurant dans la charte PNR pourrait être annexée au RLPi.

Le RLPi ne prévoit pas la limitation de l'intensité de luminescence (inférieur à 100cd/m²), pourtant recommandée dans la charte du PNR.

A l'intérieur des vitrines la charte du PNR prévoit une limitation à 1 m², or le projet de RLPi indique une limitation à 2m² cumulés pour les activités multiples. Cette notion de cumul n'est pas très claire.

Réponse Grand Lac :

Un renvoi aux chartes existantes du PNR sera fait dans le règlement du RLPi.

Le RLPi n'a pas retenu la limitation de l'intensité lumineuse de luminescence en raison de l'absence d'arrêté prescrivant les seuils maximaux autorisés et en raison de la complexité de la

vérification sur le terrain. Les élus ont préféré définir une plage d'extinction nocturne permettant de facilement contrôler sur le terrain le respect du paysage nocturne.

Les dispositifs numériques à l'intérieur des vitrines pourront être limités à 1 mètre carré de surface cumulée dans les communes du PNR et à 2 mètres carrés dans les autres communes.

Le Conseil Départemental de Savoie émet un avis favorable le 17 avril 2025. Cet avis est assorti des réserves suivantes :

Pour les publicités et préenseignes, sur les zones ZP3 et ZP4, un avis du gestionnaire devra être sollicité pour valider un dispositif fixé ou posé sur le sol, afin de vérifier que cela ne compromet pas la sécurité des usagers de la voirie.

Réponse Grand Lac :

Conformément au code de l'environnement, toute demande d'installation nécessite l'autorisation écrite du propriétaire (public ou privé). Le Département sera sollicité par les entreprises qui souhaiteraient s'implanter sur son domaine et elles ne pourront le faire qu'en cas d'accord de celui-ci.

La Métropole Savoie émet un avis favorable le 5 septembre 2025. Elle demande que la zone d'activité des Sources déjà aménagée, située sur les communes de Grésy-sur-Aix et d'Aix-les-Bains, soit intégrée au zonage ZP4a.

Réponse Grand Lac

La zone des Sources n'a pas été placée en ZP4a car elle présente plutôt une dimension artisanale contrairement aux autres zones de la ZP4a qui présente un caractère commercial.

Les services suivants ont donné un avis favorable :

- **Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites**, le 20 mai 25
- **Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de la Savoie et Haute-Savoie**, le 23 avril 25

3/Questions du commissaire enquêteur

Analyse des réponses de Grand Lac à toutes les observations et les avis ci-dessus

Il me semble important que les réponses de Grand Lac soient précises et détaillées pour permettre de potentiellement faire évoluer le projet ou simplement pour parfaitement éclairer le projet existant.

Réponse Grand Lac

La Collectivité a essayé autant que possible de rédiger des réponses complètes aux différentes demandes.

Suivi de la mise en place du RLPi

Je désire savoir quelle procédure est prévue auprès des différentes communes pour s'assurer de la pleine compréhension du RLPi.

Différentes observations, ainsi que le rapport de présentation indiquent que le Règlement National de Publicité (RNP) est très souvent non respecté. Le RLPi est naturellement plus restrictif que le RNP. Il a été décidé que le pouvoir de police était laissé au niveau communal. Je désire savoir ce que Grand Lac a prévu pour s'assurer de la mise en place du RLPi.

Réponse Grand Lac

Un guide pratique est en cours de finalisation pour favoriser l'appropriation du RLPi par les communes et le grand public et pour faciliter le contrôle des dispositifs existants

Une réflexion est en cours sur le type d'instance de suivi à mettre en place et sur la fréquence de rencontre sachant qu'aujourd'hui chaque maire demeure l'unique autorité de police en la matière.

Par ailleurs, comme le prévoit le code général des collectivités territoriales, la question du transfert du pouvoir de police à l'intercommunalité sera mise à l'ordre du jour après les prochaines élections. En fonction de la volonté politique exprimée à ce moment-là, une organisation spécifique pourra être proposée afin d'harmoniser l'application et l'exercice du pouvoir de police de la publicité à l'échelle du territoire.

Echelle des plans de zonage

Pour une meilleure lisibilité, il me semble préférable que tous les plans de zonage des communes aient la même échelle.

Réponse Grand Lac

L'échelle des plans sera retravaillée afin d'avoir une échelle ronde et plus facilement utilisable.

En raison de la forme et de la superficie variable des communes, il ne sera en revanche pas possible d'appliquer la même échelle sur tous les plans par souci de lisibilité.